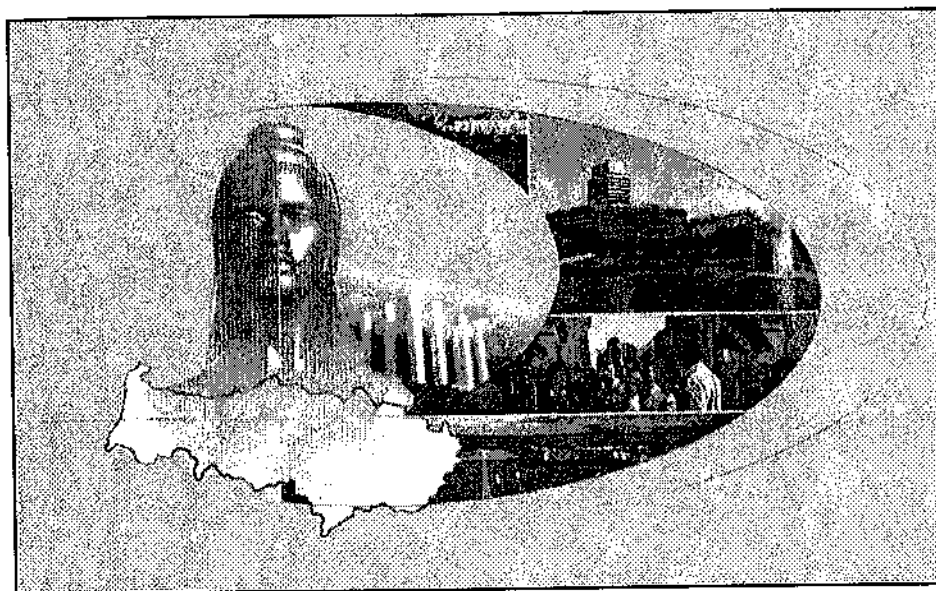


ISSN : 0763-7896



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE L'ÉTAT



DANS LE VAL D'OISE

Date de publication : 16 septembre 2010 - N° 30 - Septembre 2010

RAAE consultable sur le site internet de la Préfecture du Val d'Oise :

<http://www.val-doise.gouv.fr>

DIRECTION DU PILOTAGE DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de liaison des services de l'Etat

Décision en date du 7 Septembre 2010 désignant une personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques

Arrêté n° 10-148 en date du 14 Septembre 2010 donnant délégation de signature globale à M. Emma MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise

Arrêté n° 10-149 en date du 14 Septembre 2010 donnant délégation de signature à M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise pour l'exécution des fonctions d'ordonnateur secondaire

Arrêté n° 10-150 en date du 14 Septembre 2010 modifiant l'arrêté n° 10-140 du 18 août 2010 donnant délégation de signature à M. Philippe SITBON, directeur du pilotage des actions de l'Etat

Arrêté n° 10-151 en date du 14 Septembre 2010 modifiant l'arrêté n° 10-138 du 18 août 2010 donnant délégation de signature à M. Michel BERNARD, directeur du cabinet

Arrêté n° 10-152 en date du 14 Septembre 2010 modifiant l'arrêté n° 10-139 du 18 août 2010 donnant délégation de signature à Mme Martine THORY, directrice de l'accueil du public, de l'immigration et de la citoyenneté

PREFECTURE DU VAL D'OISE - CABINET

Arrêté en date du 9 Juillet 2010 decernant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2010, pour l'arrondissement de Pontoise

Service interministériel de défense et de protection civiles

Arrêté n° 111818 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 06-0038 du 5 janvier 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs commune d'Epiais-Rhus

Arrêté n° 111819 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 08-182 du 26 août 2008 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs commune d'Epiais-Les-Louvres

Arrêté n° 111820 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 08-0181 du 26 août 2008 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs commune de Chennevière-Les-Louvres

Arrêté n° 111821 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 06-228 du 28 août 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs commune d'Argenteuil

Arrêté n° 111822 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 06-0100 du 5 janvier 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs commune de Saint-Witz

Arrêté n° 111823 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 06-0106 du 5 janvier 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs commune de Survilliers

Arrêté n° 111824 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 06-0052 du 5 janvier 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs commune de Survilliers

commune de Haute-Isle

Arrêté n° 111825 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 06-0088 du 5 janvier 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs - commune de La Roche-Guyon

Arrêté n° 111826 en date du 13 Juillet 2010 modifiant l'arrêté n° 06-0113 du 5 janvier 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs - commune de Vétheuil

Arrêté n° 2010-112431 en date du 2 Août 2010 portant attribution d'une subvention au titre du fonds d'aide à l'investissement du SDIS

Arrêté n° 112450 en date du 19 Août 2010 portant agrément de la SARL KM Formation pour la délivrance des diplômes service sécurité incendie assistance à personne (S.S.I.A.P.) du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur

Arrêté n° 112451 en date du 19 Août 2010 portant renouvellement de l'agrément départemental accordé à l'unité mobile de premiers secours et d'assistance du Val d'Oise pour assurer les formations aux premiers secours

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA CITOYENNETE

Bureau de la réglementation

Arrêté n° 269 en date du 30 Juin 2010 portant classement 1 étoile à l'office de tourisme sis place Jean Gabin à Mériel pour une période de cinq ans

Arrêté n° 255 en date du 1 Juillet 2010 autorisant le magasin Camaïeu sis ZAE La Patte d'Oie d'Herblay à déroger à la règle du repos dominical pour une période de cinq ans

Arrêté n° 256 en date du 1 Juillet 2010 autorisant le magasin Nature et Découvertes sis centre commercial Art de Vivre à Eragny à déroger à la règle du repos dominical pour une période de cinq ans

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Bureau de la dynamique des territoires et de l'intercommunalité

Arrêté n° 10-396 en date du 30 Juin 2010 modifiant l'arrêté n° 10-300 du 10 mai 2010 déclarant cessibles, au profit de la communauté d'agglomération Val et Forêt et sur le territoire des communes d'Ermont et d'Eaubonne, des terrains nécessaires au projet d'aménagement du quartier de la gare d'Ermont-Eaubonne

DIRECTION DU RESPECT DES LOIS ET DES LIBERTES LOCALES

Bureau de l'intercommunalité et des concours financiers

Arrêté n° A 10-467-BRCT en date du 9 Août 2010 autorisant la modification de l'article 6 des statuts de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) portant extension de ses compétences

Bureau de la réglementation et des élections

Arrêté n° 095 10 069 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de la SNC Comaline sise à Franconville la Garenne

Arrêté n° 095 10 070 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de la pharmacie Guynemer sise à Taverny

Arrêté n° 095 10 071 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein et aux abords du magasin Carrefour Market à Magny-en-Vexin

Arrêté n° 095 10 072 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au se et aux abords du magasin Super U sis centre commercial Art de Vivre à Eragny-sur-Oise

Arrêté n° 095 10 073 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au se du bar tabac MDS Saint Paul sis à Soisy-sous-Montmorency

Arrêté n° 095 10 074 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au se du bar tabac MDS Dole sis à Pontoise

Arrêté n° 095 10 075 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au se de la société CEMKO SAS sise à Goussainville

Arrêté n° 095 10 076 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au se de la société ADP France sise à Bezons

Arrêté n° 095 10 077 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au se de la société Sephora SA sis centre commercial les 3 Fontaines à Cergy

Arrêté n° 095 10 078 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei de la société Sephora SA sise centre commercial Le Grand Val, ZAC du Pont des Rayons à L'Isle-Adam

Arrêté n° 095 10 079 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei de la pharmacie de la Gare sise à Herblay

Arrêté n° 095 10 080 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei de la boulangerie Aux Délices de la Bussie sise à Vauréal

Arrêté n° 095 10 081 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei de la pharmacie Poncet sise à Saint-Gratien

Arrêté n° 095 10 082 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei de la société Recam sise à Herblay

Arrêté n° 095 10 083 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei de la pharmacie de la Gare sise à Méry-sur-Oise

Arrêté n° 095 10 084 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei du "bar tabac de la ville" sis à Asnières-sur-Oise

Arrêté n° 095 10 085 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au abords du stade de la ville sis CD 44 à Méry-sur-Oise

Arrêté n° 095 10 086 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei de la pharmacie du Grand Cormeilles sise à Cormeilles-en-Parisis

Arrêté n° 095 10 087 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei du magasin 5 sur 5 sis à Argenteuil

Arrêté n° 095 10 088 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei de la pharmacie des Jardins de Bonneville sise centre commercial intermarché à Méry-sur-Oise

Arrêté n° 095 10 089 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au seir de la SNS Créativgen sise centre commercial des Clottins à Montsoult

Arrêté n° 095 10 090 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au seir de la DGM Automobile sise à Pierrelaye

Arrêté n° 095 10 091 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection sur le

voie publique de la commune de Montsoulst sise Place de la Gare-rue Emile Combres-avenue Fernand Fourcade

Arrêté n° 095 10 092 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection sur la voie publique de la commune de L'Isle-Adam sise allée le Nôtre - centre ville - lycée - la plage et l'aire de jeux de la Garenne

Arrêté n° 095 10 093 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection sur la voie publique de la commune de Presles sise le centre culturel - les bords de l'école maternelle - de l'école Jeanne d'Arc - de la mairie - de l'église et le CLSH

Arrêté n° 095 10 094 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection sur la voie publique de la commune de Champagne-sur-Oise sise le parc municipal-les abords de la mairie-rue Hennequin-groupe scolaire-parking SNCF-salle polyvalente

Arrêté n° 095 10 095 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection sur la voie publique de la commune de Parmain sise parking du centre commercial des Arcades-parking SNCF-Le square de la mairie-accès principal au collège

Arrêté n° 095 10 096 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein du tabac librairie de la Madeleine à Gonesse

Arrêté n° 095 10 097 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de la SAS Folies Douces sise Chemin des Hayettes à Osny

Arrêté n° 095 10 098 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein du bar-tabac Le Celtique sis à L'Isle-Adam

Arrêté n° 095 10 099 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein du café de la gare sis à Louvres

Arrêté n° 095 10 100 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein du bar-tabac SNC Mehri Le Village sis à Villiers-le-Bel

Arrêté n° 095 10 101 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de la SARL Vauréal Optique sise à Vauréal

Arrêté n° 095 10 103 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de la caisse d'allocations familiales sise à Argenteuil

Arrêté n° 095 10 104 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de la caisse d'allocations familiales sise à Sarcelles

Arrêté n° 095 10 105 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de la caisse d'allocations familiales sise à Cergy

Arrêté n° 095 10 106 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de la société BLV Prestige Le Villa sise à Herblay

Arrêté n° 095 10 107 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein du tabac Le Marigny sis à Pontoise

Arrêté n° 095 10 108 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de l'établissement Tissus des Ursules sis à L'Isle-Adam

Arrêté n° 095 10 109 en date du 8 Juillet 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sein de l'établissement Tissus des Ursules sis à Pierrelaye

Arrêté n° 261 en date du 9 Juillet 2010 autorisant le magasin Le Grand Cercle sis centre commercial Art de Vivre

à Eragny à déroger au principe du repos dominical des salariés pour une période de cinq ans

Autorisation n° DEE 949 en date du 16 Juillet 2010 d'exécution d'un projet de distribution d'énergie électrique extension de câble HTA à Villiers-le-Bel

Arrêté n° 266 en date du 22 Juillet 2010 portant autorisation de création de périmètre d'usage de consommatic exceptionnel (PUCE) sur le secteur zone RD 14 quartier La Main Pendue, boulevard du Havre à Pierrelaye

Arrêté n° 095 10 102 en date du 2 Août 2010 autorisant l'exploitation d'un système de vidéo-protection au sei du café de la Gare sis à Persan

Autorisation n° DEE 952 en date du 23 Août 2010 d'exécution d'un projet de distribution d'énergie électrique enfouissement des réseaux sur les communes d'Argenteuil-Bezons

Arrêté n° 279 en date du 24 Août 2010 autorisant le magasin Kiabi sis Gonesse à déroger à la règle du repc dominical pour une période de cinq ans

Arrêté n° 280 en date du 24 Août 2010 autorisant le magasin Kiabi sis à Corneilles-en-Parisis à déroger à l règle du repos dominical pour une période de cinq ans

Arrêté n° 281 en date du 24 Août 2010 autorisant le magasin KIABI sis à Montigny-les-Corneilles à déroger à l règle du repos dominical pour une période de cinq ans

Arrêté n° 282 en date du 24 Août 2010 autorisant le magasin Guy Degrenne sis centre commercial Art de Vivre Eragny-sur-Oise à déroger à la règle du repos dominical pour une période de cinq ans

Arrêté n° 283 en date du 24 Août 2010 autorisant le magasin Boulanger sis à Groslay à déroger à la règle d repos dominical pour une période d'un an

Autorisation n° DEE 956 en date du 24 Août 2010 d'exécution d'un projet de distribution d'énergie électrique modification contexture et renforcement du réseau HT

Arrêté n° 285 en date du 26 Août 2010 autorisant le magasin Gémo Chaussures sis ZAC Paris Nord 2 à Gonesse à déroger au principe du repos dominical des salariés pour une période de cinq ans

Arrêté n° 286 en date du 26 Août 2010 autorisant le magasin Etam sis ZAC du Bois Rochefort à Corneilles-en-Parisis à déroger au principe du repos dominical des salariés pour une période de cinq ans

Autorisation n° DEE 953 en date du 26 Août 2010 d'exécution d'un projet de distribution d'énergie électrique création et alimentation du poste DP "Giovanni" sur la commune de Persan

Autorisation n° DEE 954 en date du 26 Août 2010 d'exécution d'un projet de distribution d'énergie électrique création du poste "Montcel" sur la commune de Nesles-la-Vallée

Autorisation n° DEE 955 en date du 26 Août 2010 d'exécution d'un projet de distribution d'énergie électrique déplacement et pose d'un nouveau poste DP2 BZ 8 mai

Arrêté en date du 30 Août 2010 fixant les modalités de dépôt des candidatures à l'élection des membres des chambres régionales de métiers et de l'artisanat et des chambres de métiers et de l'artisanat du 13 octobre 2010

Arrêté en date du 30 Août 2010 portant composition de la commission d'organisation des élections à l'occasion de l'élection des membres des chambres régionales de métiers et de l'artisanat et des chambres de métiers et de l'artisanat le 13 octobre 2010

Arrêté en date du 31 Août 2010 fixant la liste des électeurs dans le Val d'Oise à l'occasion de l'élection des membres des chambres régionales de métiers et de l'artisanat et des chambres de métiers et de l'artisanat du 13 octobre 2010

Arrêté en date du 31 Août 2010 fixant la liste des bureaux de vote pour la commune d'Argenteuil

Service des affaires juridiques et des élections

Arrêté n° 274 en date du 9 Août 2010 autorisant le magasin Téléphone Store sis centre commercial art de vivre à 95610 Eragny à déroger à la règle du repos dominical des salariés pur une durée de 5 ans

Arrêté n° 275 en date du 9 Août 2010 autorisant le magasin Pomme d'Ambre sis centre commercial art de vivre à 95610 Eragny à déroger à la règle du repos dominical des salariés pur une durée de 5 ans

Arrêté n° 276 en date du 9 Août 2010 autorisant le magasin La Grande Récré sis ZAE des Copistes 95220 Herblay à déroger à la règle du repos dominical des salariés pur une durée de 5 ans

Service des relations avec les collectivités territoriales

Arrêté n° A10-461-BRCT en date du 5 Août 2010 réglant et rendant exécutoire le budget primitif 2010 de la commune de Presles

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Direction

Arrêté n° 9054 en date du 15 Septembre 2010 donnant subdélégation de signature de gestion globale aux adjoints et aux collaborateurs de M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise

Arrêté n° 9055 en date du 15 Septembre 2010 donnant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué en matière de comptabilité aux adjoints et collaborateurs de M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise

Arrêté n° 9056 en date du 15 Septembre 2010 donnant subdélégation de signature pour mettre en oeuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et signer les marchés aux adjoints et collaborateurs de M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise

Service de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement

Arrêté n° 9019 en date du 5 Août 2010 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société SEGRO pour le bâtiment A à Saint-Ouen-L'Aumône

Arrêté n° 9020 en date du 5 Août 2010 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société SEGRO pour le bâtiment B à Saint-Ouen-L'Aumône

Arrêté n° 10-8988 en date du 9 Août 2010 portant ouverture d'enquête publique concernant la demande présentée par le syndicat intercommunal de la Vallée du Ru de Presles sollicitant une déclaration d'intérêt général en vue des travaux d'entretien et de restauration de rivière - communes de Presles, Saint-Martin-du-Tertre, Maffliers, Nointel et Mours

Arrêté n° 2010-9009 en date du 11 Août 2010 autorisant la capture et le relâcher de spécimens d'espèces animales protégées dans le département du Val d'Oise

Arrêté n° 2010-9010 en date du 11 Août 2010 autorisant la capture et le relâcher de spécimens d'espèces animales protégées dans le département du Val d'Oise

Arrêté n° 9032 en date du 11 Août 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 222-06 du 19 octobre 2006 modifié portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Arrêté n° 9033 en date du 11 Août 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° A09-905 du 29 octobre 2009 portant renouvellement de la composition de la formation spécialisée des "sites et paysages" de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Arrêté n° 9034 en date du 11 Août 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° A09-904 du 29 octobre 2009 modifiant portant renouvellement de la composition de la formation spécialisée "publicité" de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Arrêté n° 9035 en date du 11 Août 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 10-280 du 3 mai 2010 portant constitution du groupe de travail chargé d'élaborer le règlement local de publicité de la commune de Soisy-sous-Montmorency

Arrêté n° 2010-9025 en date du 26 Août 2010 fixant les périodes d'ouverture et de fermeture de la chasse pour campagne 2010-2011 dans le département du Val d'Oise

Arrêté n° 90-50 en date du 1 Septembre 2010 modifiant la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du Val d'Oise

Arrêté n° 9064 en date du 14 Septembre 2010 modifiant la composition de la commission locale d'information de surveillance auprès du centre de stockage de résidus urbains

Arrêté n° 9065 en date du 14 Septembre 2010 modifiant la composition du comité de suivi auprès de la plateforme de récupération et de transformation de matières végétales exploitée par la société Valdeve à Attainville RD 909 au lieu-dit "l'Ortiette"

Service de l'urbanisme, de l'aménagement et du développement durable

Décision en date du 2 Août 2010 de la CDAC accordant la demande d'autorisation d'extension d'un ensemble commercial par la création d'un magasin d'articles de sport, d'une surface de 764 m², exploité sous l enseigne "Nike" situé 342 rue du Général Leclerc à Franconville

Arrêté n° 9022 en date du 4 Août 2010 déclarant d'utilité publique, au profit et sur le territoire de la commune d'Argenteuil, le projet de réhabilitation des parkings Bapaume, La Frette et Cévennes

Arrêté n° 9023 en date du 5 Août 2010 complétant l'arrêté préfectoral n° 10-020 du 20 janvier 2010 déclarant cessibles au profit et sur le territoire de la commune de Garges-les-Gonesses, divers immeubles nécessaires à la rénovation urbaine du quartier des Doucettes

Arrêté n° 10-9045 en date du 20 Août 2010 prescrivant sur la commune de Bouffémont l'ouverture des enquêtes publiques conjointes relatives au projet d'aménagement et d'exploitation du captage de Bouffémont, au profit de SIAEP de la région de Montsoult

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service santé, protection animales et environnement

Arrêté n° 10 00734 en date du 10 Août 2010 portant renouvellement du mandat sanitaire à Mlle TOUZET Claire docteur vétérinaire à Goussainville (95190)

Arrêté n° 10 00746 en date du 13 Août 2010 portant attribution du mandat sanitaire à Mlle MAZZOLA-ROSS Eléonor, docteur vétérinaire à Fosses (95470)

SOUS-PREFECTURE DE SARCELLES

Secrétariat général

Arrêté en date du 13 Juillet 2010 accordant la médaille d'honneur du travail argent - promotion du 14 juillet 2010

Arrêté en date du 13 Juillet 2010 accordant la médaille d'honneur agricole argent - promotion du 14 juillet 2010

Arrêté en date du 13 Juillet 2010 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale - promotion du 14 juillet 2010

ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE

Centre hospitalier Théophile Roussel à Montesson (78)

Avis en date du 8 Juillet 2010 d'ouverture d'un concours sur titres interne de cadre de santé filière infirmière

AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-FRANCE

Actions de santé

Arrêté n° 2010-172 en date du 26 Août 2010 portant changement de gérant d'une entreprise de transports sanitaires "Ambulancés Ambre Concorde" 129 bis rue d'Herblay 95150 TAVERNY

Contrôle et sécurité sanitaire des milieux

Arrêté n° 2010-1036 en date du 30 Juillet 2010 interdisant définitivement à l'habitation le local situé au 2ème étage sous combles de l'habitation de type R+2, entrée porte gauche sur rue, sise 13 rue Victor Hugo à Sarcelles

Arrêté n° 2010-1077 en date du 4 Août 2010 abrogeant l'arrêté en date du 8 juin 1984 relatif au logement aménagé au 4ème étage de l'immeuble sis 2 rue Henri Sadier à Beaumont-sur-Oise

Arrêté n° 2010-1087 en date du 6 Août 2010 interdisant définitivement à l'habitation les locaux aménagés dans le garage et le niveau inférieur du pavillon sis 29 rue Pierre Rebière à Garges-les-Gonesse

Arrêté n° 2010-1100 en date du 11 Août 2010 interdisant définitivement à l'habitation la construction située en fond de parcelle sis 4 avenue Jean Jaurès à Persan

Arrêté n° 2010-1138 en date du 18 Août 2010 interdisant définitivement à l'habitation les locaux en sous-sol (accès par le rez-de-chaussée) de l'immeuble sis 2 rue Blanche Grisard à Bezons

Arrêté n° 2010-1182 en date du 27 Août 2010 abrogeant l'arrêté n° 202-637 du 14 août 2002 déclarant insalubre irrémédiable la construction à usage de logement sis 66 route de Pierrelaye à Bessancourt

Arrêté n° 2010-1183 en date du 27 Août 2010 abrogeant l'arrêté n° 2002-991 du 15 novembre 2002 déclarant insalubre remédiable le logement situé dans le bâtiment principal donnant sur rue sis 3 rue de la Libération à Frépillon

Direction de l'offre de soins et médico-sociale

Arrêté n° 2010-131 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers du CMPP "Condorcet" sis à Argenteuil au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-132 en date du 13 Août 2010 modificatif fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME "Les Coteaux" sis à Argenteuil au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-133 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME "Le Clos Fleuri" sis à Ermont au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-134 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers du SESSAD APAJH sis à Cergy au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-135 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers du SESSAD Condorcet à Argenteuil au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-136 en date du 13 Août 2010 modificatif fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME "Madeleine Fockenberghé" sis à Gonesse au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-137 en date du 13 Août 2010 modificatif fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME Henri Wallon sis à Sarcelles au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-138 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME " Ravinière" sis à Osny au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-139 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME "Le Cl Levallois" sis à Vauréal au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-140 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME " Chamade" sis à Herblay au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-141 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IMP "Le V Fleuri" sis à Boissy-l'Aillier au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-142 en date du 13 Août 2010 modificatif fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME Jacques Maraux sis à Andilly au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-143 en date du 13 Août 2010 modificatif fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME SESSAD Le Colombier sis à Soisy-sous-Montmorency au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-144 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME SESSAD ARIMC sis à Villiers-le-Bel au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-153 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'IME SIAM 95 sis à Cergy-Saint-Christophe au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-154 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale allouée au SESSAD APF sis à Cergy-Saint-Christophe au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-164 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'ITEP Pierre Male sis à Arnouville au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-165 en date du 13 Août 2010 fixant la dotation globale et les tarifs journaliers de l'ITEP Pierre Male sis à Arnouville au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-1132 en date du 19 Août 2010 fixant la dotation globale allouée au CAMSP APF sis à Pontoise au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-1133 en date du 19 Août 2010 fixant la dotation globale allouée au CAMSP ODAPEI sis à Argenteuil au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-1134 en date du 19 Août 2010 fixant la dotation globale allouée au CAMSP sis à Gonesse au titre de l'année 2010

Arrêté n° 2010-168 en date du 25 Août 2010 modifiant l'arrêté n° 2010-153 du 13 août 2010 fixant la dotation globale 2010 pour le SIAM 95

Arrêté n° 2010-169 en date du 25 Août 2010 modifiant l'arrêté n° 2010-151 du 13 août 2010 fixant la dotation globale 2010 pour l'EIDC SAFEP SSEFIS

Arrêté n° 2010-170 en date du 25 Août 2010 modifiant l'arrêté n° 2010-144 du 13 août 2010 fixant la dotation globale 2010 pour le SESSAD ARIMC de Villiers-le-Bel

Arrêté n° 2010-171 en date du 25 Août 2010 modifiant l'arrêté n° 2010-130 du 13 août 2010 fixant la dotation globale 2010 pour le SESSAD "Les Sources" d'Ermont

Etablissements de santé

Arrêté n° 2010-63 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation pour l'exercice 2010 du centre médical et pédagogique Jacques Arnaud

Arrêté n° 2010-64 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation et le forfait de soins pour l'exercice 2010 de l'unité de soins de longue durée de l'hôpital de l'Isle-Adam "Fondation Chantepie Mancier"

Arrêté n° 2010-65 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation et le forfait de soins pour l'exercice 2010 de l'unité de soins du centre hospitalier de Carnelle

Arrêté n° 2010-66 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation, le forfait annuel et le budget pour l'exercice 2010 de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Gonesse

Arrêté n° 2010-67 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation, le forfait annuel et le budget pour l'exercice 2010 de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier Victor Dupouy

Arrêté n° 2010-68 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation et le forfait annuel pour l'exercice 2010 du groupement hospitalier Eaubonne Montmorency Hôpital Simone Veil

Arrêté n° 2010-69 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation pour l'exercice 2010 de l'hôpital de jour, centre psychothérapeutique "Les Vignolles"

Arrêté n° 2010-70 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation pour l'exercice 2010 de l'hôpital de jour "La Mayotte"

Arrêté n° 2010-71 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation pour l'exercice 2010 de l'hôpital "Le Parc"

Arrêté n° 2010-72 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation pour l'exercice 2010 de la clinique médicale diététique et gériatrique d'Ennery

Arrêté n° 2010-73 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation et le forfait annuel pour l'exercice 2010 du centre hospitalier René Dubos

Arrêté n° 2010-74 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation et le forfait annuel pour l'exercice 2010 du centre hospitalier intercommunal des Portes de l'Oise

Arrêté n° 2010-75 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation et le forfait annuel pour l'exercice 2010 du centre hospitalier du Vexin

Arrêté n° 2010-76 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation pour l'exercice 2010 de l'hôpital d'enfants Margency Croix-Rouge Française

Arrêté n° 2010-77 en date du 22 Juin 2010 fixant la dotation pour l'exercice 2010 du centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle La Chataigneraie

Arrêté n° 2010-78 en date du 22 Juin 2010 fixant le forfait annuel de soins de l'unité de soins de longue durée pour l'exercice 2010 du centre hospitalier - centre de long séjour JB Cartry

Arrêté n° 2010-109 en date du 1 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 du centre hospitalier intercommunal des Portes de l'Oise

Arrêté n° 2010-130 en date du 1 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 du centre hospitalier de Carnelle

Arrêté n° 2010-167 en date du 1 Août 2010 modificatif portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 du centre hospitalier intercommunal des Portes de l'Oise

Arrêté n° 2010-108 en date du 5 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 du centre hospitalier René Dubos

Arrêté n° 2010-110 en date du 5 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 du centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle de Menucourt

Arrêté n° 2010-111 en date du 5 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 du groupement hospitalier Eaubonne-Montmorency - Hôpital Simone Veil

Arrêté n° 2010-121 en date du 5 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 du centre hospitalier du Vexin

Arrêté n° 2010-120 en date du 9 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 de la clinique médicale, diététique et gériatrique d'Ennery

Arrêté n° 2010-129 en date du 12 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 du centre hospitalier de Gonesse

Arrêté n° 2010-166 en date du 19 Août 2010 portant fixation des tarifs pour l'exercice 2010 de l'hôpital Le Parc Taverny

Politiques médico sociales

Arrêté n° 2010-45 en date du 13 Juillet 2010 rejetant la médicalisation partielle du foyer de vie "Louis Fiévet" de Bouffémont géré par l'Association des Paralysés de France

Arrêté n° 2010-48 en date du 15 Juillet 2010 rejetant l'extension de 50 places du CAMSP "Les Beaux Soleils" de Pontoise géré par l'Association des Paralysés de France

Arrêté n° 2010-84 en date du 2 Août 2010 autorisant partiellement l'extension de capacité du SSIAD de Survilliers

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Direction

Arrêté en date du 2 Juillet 2010 portant autorisation des transports de bois ronds dans le Val d'Oise

TRESORERIE GENERALE

Division budget logistique et affaires immobilières

Décision en date du 18 Août 2010 portant délégation de signature à Mme Nadine BOUILLOT, receveuse perceptrice du Trésor public

Décision en date du 3 Septembre 2010 portant délégation de signature à Melle Aurélie NOMINE, inspectrice de trésor public, chargée de mission "études économiques et financières"

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Services à la personne

Arrêté n° A 2010-49 en date du 2 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'autoentrepreneur Mme Marguerite GONIN nom commercial Maggy services à la personne sis 13 rue du Moulin à Eragny-sur-Oise en qualité de prestataire

Arrêté n° A 2010-50 en date du 7 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'EURL LFE Services nom commercial Merci Plus/Merci + sis 56 rue Marcel Perrin à Méry-sur-Oise en qualité de prestataire

Arrêté n° A 2010-51 en date du 7 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'autoentrepreneur Mme Axelle PERREVE sis 7 rue Albert Camus à Franconville-la-Garenne en qualité de prestataire

Arrêté n° AV 1 A 2006-58 en date du 7 Juin 2010 avenant n° 1 de l'arrêté n° A 2006-58 du 28 novembre 2006 portant agrément simple services à la personne à la SARL MDS services à domicile sis 8 rue de la Croix Jacquobot à Vigny en qualité de prestataire

Arrêté n° AV 1 B 2007-47 en date du 7 Juin 2010 avenant n° 1 de l'arrêté n° B 2007-47 du 18 avril 2007 portant agrément qualité services à la personne à la SARL action d'aide à domicile et de service personnel nom commercial AADSP sise 1 ter allée Paul Eluard à Argenteuil en qualité de prestataire

Arrêté n° ABR A 2010-5 en date du 10 Juin 2010 abrogeant l'arrêté n° A 2009-41 portant agrément simple services à la personne à l'autoentrepreneur M. Sébastien RICHARD nom commercial Vexin Services sis 49 rue Yves Borges à Ennery

Arrêté n° AV 1 B 2007-18 en date du 10 Juin 2010 avenant n° 1 de l'arrêté n° B 2007-18 du 12 janvier 2007 portant agrément qualité services à la personne à l'Association Familles Services sise 7 rue des Ecoles à Saint-Ouen-l'Aumône en qualité de prestataire et mandataire

Arrêté n° A 2010-52 en date du 11 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à la SARL Ordi Group Family nom commercial Docteur Ordinateur sise 7 allée des Mandariniers à Cergy en qualité de prestataire

Arrêté n° A 2010-53 en date du 11 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à la SARL Unipersonnelle Services Jardin Passion sise 119 rue du Général Leclerc à Franconville-la-Garenne en qualité de prestataire

Arrêté n° A 2010-54 en date du 11 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'entreprise individuelle Proxiproservices sise 10 allée des Tertres à Marines en qualité de prestataire

Arrêté n° A 2010-55 en date du 11 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'autoentrepreneur Mme Bao-Chau Sophie TRINH sis 21 allée de Bourgogne à Ermont en qualité de prestataire

Arrêté n° A 2010-56 en date du 15 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'autoentrepreneur M. Eric JOYEAU sis 3 allée Honoré de Balzac à Domont en qualité de prestataire

Arrêté n° A 2010-57 en date du 15 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à la SARL à associé unique Velioka sise 12 rue des Frères Montgolfier - PAE de la Demi-Lune à Magny-en-Vexin en qualité de prestataire et mandataire

Arrêté n° A 2010-58 en date du 22 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'autoentrepreneur M. Fabrice DOORNAERT nom commercial Jardinage à Domicile Express Jade sis 9 rue des Lauriers - résidence les Toits à Méry-sur-Oise en qualité de prestataire

Arrêté n° AV 1 B 2007-56 en date du 22 Juin 2010 avenant n° 1 de l'arrêté n° B 2007-56 du 13 juin 2007 portant agrément qualité services à la personne à l'association Family Services sise 99 boulevard Charles de Gaulle à Sannois en qualité de prestataire et mandataire

Arrêté n° A 2010-59 en date du 23 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'autoentrepreneur M. Jean-Pierre LETERME sis 1 avenue Mathilde - résidence Mathilde à Saint-Gratien en qualité de prestataire

Arrêté n° AV 3 B 2008-01 en date du 28 Juin 2010 avenant n° 3 de l'arrêté n° B 2008-01 du 13 juin 2008 portant agrément qualité services à la personne à l'EURL APA nom commercial Allianve Vie sis 149 rue de Paris à Taverny en qualité de prestataire et mandataire

Arrêté n° A 2010-60 en date du 30 Juin 2010 portant agrément simple services à la personne à l'autoentrepreneur M. Claude AUBRY sis 4 allée de la Bartavelle à Courdimanche en qualité de prestataire

Arrêté n° B 2010-03 en date du 30 Juin 2010 portant agrément simple qualité à la personne à l'association Quiétude Assistance Services à la personne sise 1 rue d'Ormesson à Deuil-la-Barre en qualité de prestataire et mandataire

PREFECTURE DE POLICE DE PARIS

Cabinet

Arrêté n° 2010-673 en date du 6 Septembre 2010 accordant délégation de la signature préfectorale au sein de direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne

SGAP DE VERSAILLES

Direction des ressources humaines

Arrêté n° 2010-0060 A en date du 14 Septembre 2010 de composition de la commission administrative paritaire interdépartementale compétente à l'égard du corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre mer dans ressort du secrétariat général pour l'administration de la police de Versailles

MAISON D'ARRET DU VAL D'OISE

Arrêté en date du 11 Août 2010 portant délégation de signature à Mme Marie-Claire BURGUN-SERR
lieutenant pénitentiaire

Décision en date du 11 Août 2010 portant délégation de signature à M. Alex ABELKALON, lieutenant
pénitentiaire

Décision en date du 11 Août 2010 portant délégation de signature à M. Frédéric HAUPAIS, lieutenant
pénitentiaire

Décision en date du 11 Août 2010 portant délégation de signature à M. Bruno PICON, lieutenant pénitentiaire

PRÉFET DU VAL-D'OISE

PREFECTURE

Cergy-Pontoise, le - 7 SEP. 2010

DIRECTION
DU PILOTAGE DES ACTIONS
DE L'ÉTAT

Service de la coordination des
actions de l'État

Bureau de liaison
des services de l'État

Affaire suivie par Hélène SUBTIL
☎ 01 34 20 27 79 ☎ 01 30 32 51 85
✉ helene.subtil@val-doise.gouv.fr

DECISION

**Désignation d'une personne responsable de l'accès aux documents administratifs
et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques**

En application des dispositions de l'article 42 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, est désigné en qualité de personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques pour les services placés sous mon autorité :

Monsieur Philippe SITBON
directeur du pilotage des actions de l'Etat
préfecture du Val d'Oise
avenue Bernard Hirsch
95010 Cergy-Pontoise cedex
Tél : 01 34 20 27 10 ou 27 12
philippe.sitbon@val-doise.gouv.fr

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Jean-Noël CHAVANNE

**DIRECTION DU PILOTAGE
DES ACTIONS DE L'ETAT**

Bureau de liaison
des services de l'Etat

ARRETE n° 10 - 148 donnant délégation de signature globale à M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise

Le préfet du Val d'Oise

**Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du 21 janvier 2010 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI en qualité de préfet du Val d'Oise ;

VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements d'Ile de France ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 1er juillet 2010, portant nomination de M. Emmanuel MOULIN en qualité de directeur départemental des territoires du Val d'Oise ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 2 août 2010, portant nomination de M. Michel BAJARD en qualité de directeur départemental des territoires adjoint du Val d'Oise ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-095 du 30 juin 2010, portant organisation de la direction départementale des territoires du Val d'Oise ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise, à l'effet de signer les actes, documents et décisions énumérés ci-après :

1. ADMINISTRATION GENERALE

1.1 - PERSONNEL

1.1.1. Les pouvoirs de gestion désignés ci-dessous à l'égard :

- des fonctionnaires, stagiaires, agents non-titulaires de l'Etat et des ouvriers des parcs et ateliers, pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et 29 avril 1970, de la décision du 14 mai 1973 et de la circulaire n° 69-200 du 12 juin 1969 modifiée dont les dispositions en matière de déconcentration de pouvoirs de gestion continuent à s'appliquer,
- des inspecteurs et délégués du permis de conduire et de la sécurité routière conformément à la circulaire n° 2001-74 du 29 octobre 2001.

1.1.1.1. Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel ou à mi-temps à visée thérapeutique et décisions de réintégration.

1.1.1.2. Octroi des autorisations d'accomplir une activité à mi-temps dans le cadre de la cessation progressive d'activité par les personnels de catégorie C, contrôleurs et OPA .

1.1.1.3. Octroi du congé pour naissance d'un enfant institué par la loi du 18 mai 1948 et du congé de paternité institué par la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001, article 55.

1.1.1.4. Octroi des autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical dans la fonction publique prévues aux articles 12 et suivants du décret n° 82-447 du 28 mai 1982, modifié par le décret n° 84.954 du 25 octobre 1984.

1.1.1.5. Octroi des autorisations spéciales d'absence prévues au chapitre III alinéa 1.1, 1.2, 2.1 et 2.3 de l'instruction n° 7 du 23 mars 1950 prise pour l'application du statut de la Fonction Publique, d'une part pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, et d'autre part pour les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.

1.1.1.6. Octroi des congés annuels et des congés de maladie "ordinaires", des congés pour maternité ou adoption, des congés pour formation syndicale et des congés pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation et le perfectionnement de cadres et animateurs .

1.1.1.7. Octroi des congés attribués en application de l'article 42 de la loi du 19 mars 1948 relative aux congés à plein traitement susceptibles d'être accordés aux fonctionnaires réformés de guerre et en application des 3^e et 4^e alinéas de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984, relatifs aux congés occasionnés par un accident de service, aux congés de longue maladie et aux congés de longue durée.

1.1.1.8. Octroi aux agents non titulaires de l'Etat des congés annuels, des congés pour formation syndicale, des congés en vue de favoriser la formation de cadres et animateurs pour la jeunesse, des congés de maladie ordinaire, des congés occasionnés par un accident de travail ou une maladie professionnelle, des congés de maternité ou d'adoption, des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire .

1.1.1.9. Octroi aux agents non-titulaires des congés de grave maladie et congés de maladie sans traitement .

1.1.1.10 Octroi des congés de maladie "ordinaires" étendus aux stagiaires par la circulaire FP n° 1268 bis du 8 décembre 1976, relative aux droits à congés de maladie des stagiaires, des congés de longue maladie et de longue durée.

1.1.1.11. Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires :

- au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie lorsque la réintégration a lieu dans le service d'origine,
- en mi-temps thérapeutique après congé de longue maladie et de longue durée,
- au terme d'un congé de longue maladie lorsque la réaffectation a lieu dans le service d'origine.

1.1.1.12. Affectation à un poste de travail des fonctionnaires énumérés ci-après, après consultation des instances paritaires locales ou nationales :

- tous les fonctionnaires des catégories B et C,
- tous les fonctionnaires suivants de la catégorie A : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des travaux publics de l'Etat,
- tous les agents non titulaires de l'Etat.

1.1.1.13. Octroi de disponibilité des fonctionnaires en application des articles 43 et 47 du décret n° 85.896 du 16 septembre 1985, prévue :

- à l'expiration des droits statutaires à congé de maladie,
- pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave,
- pour élever un enfant âgé de moins de huit ans,
- pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne,
- pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire,
- pour accompagnement d'une personne en fin de vie.

1.1.1.14. Octroi aux fonctionnaires du congé parental .

1.1.1.15. Octroi aux agents non-titulaires des congés parentaux, des congés pour élever un enfant de moins de huit ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus, des congés au titre de la loi sur la famille, et également pour accompagner une personne en fin de vie.

1.1.1.16. Octroi aux fonctionnaires stagiaires des congés sans traitement et du congé postnatal .

1.1.1.17. Octroi des congés pour la participation à la journée d'appel de préparation à la défense ou l'accomplissement d'une période d'instruction militaire .

1.1.1.18. Octroi du congé de fin d'activité pour les personnels de catégorie C, OPA et contrôleurs des TPE .

1.1.1.19. Décision de réintégration après accomplissement du service national, sauf pour les ingénieurs des travaux publics de l'Etat.

1.1.1.20. Nomination et gestion des contrôleurs des travaux publics de l'Etat.

1.1.1.21. Gestion des contrôleurs principaux des travaux publics de l'Etat, sauf pour les actes nécessitant la saisine de la commission administrative centrale ; gestion des agents des corps d'agents d'exploitation et de chef d'équipe des travaux publics de l'Etat.

1.1.1.22. Notation, avancement d'échelon et mutation des contrôleurs des travaux publics de l'Etat.

1.1.1.23. Concession de logement .

1.1.1.24. Octroi du congé de formation.

1.1.1.25. Octroi des jours de réduction du temps de travail et de récupération.

1.1.2. Les pouvoirs de gestion visés à l'arrêté du 4 avril 1990 sont délégués pour les personnels des catégories C et D visés à l'article 2.1 du décret du 6 mars 1986 modifié.

1.1.3. Les pouvoirs de gestion visés à l'article 1er de l'arrêté du 26 octobre 2006 en ce qui concerne la mise à disposition de droit prévue à l'article 105 de la loi du 13 août 2004 sont subdélégués pour les fonctionnaires et les agents non titulaires mentionnés aux articles 2 et 2.1 du décret susvisé du 6 mars 1986 modifié.

1.1.4. Elaboration de l'arrêté déterminant les postes éligibles à la NBI et les nombres de points attribués à chacun d'eux, pour chaque niveau de fonctions A, B ou C et des arrêtés individuels portant attribution des points aux titulaires des postes mentionnés par l'arrêté ci-dessus visés par le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 modifié portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement.

1.2 - RESPONSABILITE CIVILE

- Règlements amiables des dommages matériels causés à des particuliers et rejet des demandes d'indemnisation non fondées,
- Règlements amiables des dommages subis ou causés par l'Etat du fait d'accidents de circulation .

1.3 - GESTION DU PATRIMOINE, MOBILIER, MATERIEL ET IMMOBILIER DU SERVICE

Tous actes, documents, correspondances, pièces administratives et décisions, à l'exception des contrats de location, d'acquisition de locaux ou d'immeubles.

2. ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE

2.1 - GESTION DU DOMAINE PRIVE

Remise au domaine des biens immobiliers constituant des excédents de projets réalisés ou de biens immobiliers acquis pour des projets abandonnés.

3. VOIES NAVIGABLES

Cours d'eau non domaniaux :

- police et conservation des eaux (code rural, art. 103 à 113),
- curage, élargissement et redressement (code rural, articles 114 à 122).

4. CONSTRUCTIONS

4.1 - LOGEMENT

4.1.1 - PRIMES ET PRETS EN ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ

4.1.1.1. Primes à la construction : décisions de transfert, de suspension et d'annulation des primes (articles R.311.17 à R.311.22 et R.311.30 à R.311.34 du code de la construction et de l'habitation).

4.1.1.2. Prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété - secteur diffus et groupé :

- décisions d'octroi prévues à l'article R 331.44 dans les conditions énoncées par les articles R 331.35 à R 331.56 du code de la construction et de l'habitation : secteur diffus ; secteur groupé ;
- autorisations de mise en location (article R 331.41),

- prorogation de délai concernant les travaux (article R 331.47),
- décisions de préfinancement prévu à l'article R 331.57, ainsi que décisions de transfert et de maintien (article R 331.59),
- décisions d'octroi prévues à l'article R 331.59.2 dans les conditions énoncées par les articles R 331.59.1 à R 331.59.7 (P.A.P. locatif),
- décisions d'octroi prévues aux articles R 331.59.8 et R 331.59.13, ainsi que décisions de transfert prévues à l'article R 331.59.14 dans les conditions énoncées par les articles R 331.59.8 à R 331.59.17 (location-accession).
- décisions d'octroi d'une subvention liée à une subvention de la collectivité locale (en application de la loi 2009-323 du 25/03/2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, notamment son article 52, du décret 2009-577 du 20/05/2009 relatif aux subventions aux collectivités territoriales et à leurs groupements soutenant l'accession sociale à la propriété, à l'arrêté du 20/05/2009 modifiant l'arrêté du 16/03/1992 relatif aux conditions d'utilisation des sommes recueillies au titre de la PEEC en application des articles R.313-15 et R.313-17 du CCH

4.1.2 - SUBVENTION ET PRETS POUR LA CONSTRUCTION, L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

4.1.2.1 - Décisions de subventions prévues aux articles R. 331-3 et R. 331-6 pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés dans les conditions énoncées dans les articles R. 331-1 à R. 331-28 du CCH (titre III, chapitre unique, section I, et tous textes pris en application), et toutes décisions de dérogation, notamment :

- prorogation du délai pour le démarrage et la réalisation des travaux (article R. 331-7) ;
- décisions de majoration des taux de subvention (article R. 331-15) ;
- décisions de majoration des taux et montants de subvention (article R. 381-2).

4.1.2.2 - Décisions d'agrément ou de subventions en vue de l'obtention des prêts prévus aux articles R. 331-17 à R. 331-23 pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés, notamment en vue de l'obtention du « prêt locatif social » mis en place par le décret n° 2001-207 du 6 mars 2001, et toutes dérogations.

4.1.2.3 - Décisions de subventions prévues aux articles R. 331-24 et R. 331-25 pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés dans les conditions des dispositions relatives au foncier et à l'acquisition d'immeubles (titre III, chapitre unique, section I, et tous textes pris en application), et toutes décisions de dérogation, notamment :

- décisions de dérogations spécifiques à l'Ile-de-France : déplafonnement du montant de la subvention foncière prévue au II de l'article R. 331-24 (article R. 381-2).

4.1.2.4 - Décisions de subventions prévues à l'article R. 381-4 : subventions spécifiques aux logements locatifs sociaux en Ile-de-France (titre VIII, chapitre unique, section II, et tous textes pris en application), et toutes décisions de dérogation.

4.1.2.5 - Financement des opérations dans les conditions prévues par le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements, et de tous textes pris en application, et toutes décisions de dérogations, notamment :

- prorogation du délai pour le démarrage et la réalisation des travaux
- après décision visée du contrôleur financier ou de l'autorité chargée du contrôle financier déconcentré, autorisation de commencement d'exécution avant la date à laquelle le dossier est complet, interdiction du commencement d'exécution avant la date de la décision attributive de subvention, prorogation du délai de rejet implicite de la demande

4.1.3 – SUBVENTIONS A L'AMELIORATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (PALULOS)

4.1.3.1 - Décisions de subventions prévues à l'article R. 323-5 pour l'amélioration des logements locatifs sociaux dans les conditions énoncées dans les articles R. 323-1 à R. 331-12 du CCH (titre II, chapitre III,

section I, et tous textes pris en application).

4.1.3. 2 - Décisions de dérogation :

- autorisation de démarrage anticipé des travaux, avant la décision d'octroi de subvention (article R.323-8) ;
- prorogation du délai pour le démarrage et la réalisation des travaux (article R. 323-8) ;
- dérogation au montant des travaux pris en considération (article R. 323-6) ;
- décisions de majoration des taux de subvention (article R. 323-7).

4.1.4 – SUBVENTIONS POUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE SERVICE DANS LE LOGEMENT SOCIAL

4.1.4.1 - Décisions de subventions prévues dans le cadre de la circulaire n° 2001-69/UHC/IUH2/22 du 9 octobre 2001 relative à l'utilisation de la ligne « amélioration de la qualité de service dans le logement social », dans les conditions prévues par le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements, et de tous textes pris en application.

4.1.4.2 - Décisions de dérogation :

- prorogation du délai pour le démarrage et la réalisation des travaux (articles 11 et 12 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999) ;
- après décision visée du contrôleur financier ou de l'autorité chargée du contrôle financier déconcentré, autorisation de commencement d'exécution avant la date à laquelle le dossier est complet, interdiction du commencement d'exécution avant la date de la décision attributive de subvention, prorogation du délai de rejet implicite de la demande (article 6 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999).

4.1.4.3 - Convention de gestion urbaine de proximité prévue par la circulaire n° 99-45 du 6 juillet 1999 relative à l'utilisation de la ligne « amélioration de la qualité de service dans le logement social ».

4.1.5 - SUBVENTIONS POUR LA DEMOLITION ET LE CHANGEMENT D'USAGE DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX.

4.1.5.1 - Décisions de subventions prévues dans le cadre des circulaires n° 98-96 du 22 octobre 1998 et n° 2001-77 du 15 novembre 2001 relatives à la déconcentration des décisions de financement pour démolition et changement d'usage de logements locatifs sociaux, dans les conditions prévues par le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements, et de tous textes pris en application.

4.1.5.2 - Décisions de dérogations :

- exonération en tout ou partie du remboursement des aides de l'Etat calculées ainsi qu'il est dit à l'article R. 443-14, autorisation de remboursement échelonné de tout ou partie des aides sur une durée ne pouvant excéder celle prévue par l'échéancier initial du prêt principal correspondant, autorisation à continuer le remboursement des prêts visés au 1er alinéa selon l'échéancier initialement prévu (article T. 443-17 du CCH) ;
- prorogation du délai pour le démarrage et la réalisation des travaux (articles 11 et 12 du décret n° 99- 1060 du 16 décembre 1999) ;
- après décision visée du contrôleur financier ou de l'autorité chargée du contrôle financier déconcentré, autorisation de commencement d'exécution avant la date à laquelle le dossier est complet, interdiction du commencement d'exécution avant la date de la décision attributive de subvention, prorogation du délai de rejet implicite de la demande (article 6 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999) ;

4.1.5. 3 - Prise en considération des dossiers d'intention.

4.1.6 - PRIMES A L'AMELIORATION DE L'HABITAT

Décisions portant règlement, prorogation ou annulation de primes à l'amélioration de l'habitat (anciens art. R 322.1 à R 322.17 du code de la construction et de l'habitation ; 4e arrêté du 20 novembre 1979 - art. 2).

4.1.7 - SIGNATURE DES CONVENTIONS

4.1.7.1 - En application du décret n° 99-864 du 7 octobre 1999 modifiant le code de la construction et de l'habitation en ce qui concerne les conventions conclues entre l'Etat et les organismes d'habitation à loyer modéré, et le décret n° 85-1232 du 5 novembre 1985 relatif aux conventions conclues en application de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation, entre l'Etat et les organismes d'habitation à loyer modéré signataires d'un contrat cadre ayant pour objet la définition d'une nouvelle politique de loyers :

- signature des conventions conclues entre l'Etat et les organismes d'habitation à loyer modéré en application des articles R.353-1 à R.353-15 ; R.353-20 à R.353-22 du code de la construction et de l'habitation.

4.1.7.2 - En application du décret n° 99-865 du 7 octobre 1999 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux conventions conclues entre l'Etat et les sociétés d'économie mixte de construction immobilière ne demandant pas à bénéficier des dispositions de l'article L.353-18 :

- signature des conventions conclues entre l'Etat et les sociétés d'économie mixte de construction immobilière en application des articles R.353-58 à R.353-73 du code de la construction et de l'habitation.

4.1.8 - DIVERS

4.1.8.1 - Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire : articles L 641.6 à L 641.8 du code de la construction et de l'habitation,

4.1.8.2 - Autorisations de transformation et de changement d'affectation de locaux : article L 631.7 du code de la construction et de l'habitation,

4.1.8.3 - Accord préalable et décisions définitives pour l'attribution du label haute isolation et du label confort acoustique (arrêté du 4 novembre 1980 ; arrêté du 10 février 1972 modifié),

4.1.8.4 - Liquidations et mandatement des primes de déménagement et de réinstallation (articles L631.6 à L631.11 à du code de la construction et de l'habitation),

4.1.8.5 - Convention relative à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement TFPB prévue par l'article 1388 du code général des impôts, (et ses avenants).

4.2- H.L.M.

4.2.1 - Autorisations en matière d'aliénation du patrimoine immobilier des organismes H.L.M. dans les conditions fixées par les articles L 443.7 à L 443.15.5 du CCH.

4.3- ACCESSIBILITE.

4.3.1 - Dérogation - Article L. 111-7-3 du CCH

Signature des arrêtés de dérogation (articles R 111-18-3 , R 111-18-7, R 11-18-10, R 111-19-6 et R 11-19-10 du code de la construction et de l'habitation.

5. AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME

5.1. DEMANDE D'AUTORISATION CONCERNANT L'APPLICATION DU DROIT DES SOLS

5.1.1 Décisions, certificats et attestations à prendre en application des articles L 424-1, R 410-11, R 422-2 a, b, c, et d et R 423-16 du code de l'urbanisme dans les limites de 1000m² de shon créés, de 10 logements et de 40 lots pour les demandes ci-dessous :

- Certificat d'urbanisme (R 410-11 du code de l'urbanisme)
- Permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable (R 422-2 du code de l'urbanisme)
- Certificat en cas de permis tacite ou de non opposition à un projet ayant fait l'objet d'une déclaration (R424.13 du code de l'urbanisme)
- Modification de lotissement (L 442-10, L 442-11 du code de l'urbanisme)
- Suppression des règles propres à un lotissement (R 442-22 du code de l'urbanisme)
- Lettre de mise en demeure lorsque les travaux ne sont pas conformes à l'autorisation (R 462-9 du code de l'urbanisme)
- Attestation de non-contestation de la conformité des travaux avec le permis ou la déclaration (R 462-10 du code de l'urbanisme)
-
- Prorogation du permis de construire, du permis d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable (R 424-21 et R 424-23 du code de l'urbanisme)
- Participations exigibles du bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable en cas d'intervention d'un permis tacite ou d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable (L424-6 du code de l'urbanisme)

5.1.2 Avis conforme (L 422-5 et L 422-6 du code de l'urbanisme)

5.2 DROITS DE PRÉEMPTION

Attestation que le bien n'est plus soumis au droit de préemption de la ZAD (R 212.5 du code de l'urbanisme).

5.3 PLANS LOCAUX D'URBANISME

Notification aux communes compétentes du « porter à la connaissance » lors de l'élaboration ou de la révision des plans locaux d'urbanisme (art. L. 121-2 et R. 121-1 du code de l'urbanisme)

5.4 PROCEDURES D'URBANISME

5.4.1 – Arrêtés d'ouverture d'enquête publique concernant les domaines suivants : ZAD, ZAC, ZPPAUP, instauration de servitudes (hors DUP) y compris les Plans de prévention des risques (PPR), les plans d'exposition au bruit (PEB) et le Plan de gêne sonore (PGS)

5.4.2 – Tout courrier lié à l'instruction de ces dossiers et à la notification des actes

5.5 - ORGANISATION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL (CDAC)

5.5.1 – Courrier de convocation à la CDAC

5.5.2 – Notification de la décision au pétitionnaire

5.5.3 – Récépissé d'enregistrement des dossiers

5.5.4 – Tout courrier lié à l'instruction de ces dossiers et la transmission des actes

5.5.5 – Réponse aux courriers divers

5.5.6 – Transmission des dossiers faisant l'objet de recours en CNAC

5.6.- AFFICHAGE PUBLICITAIRE

5.6.1 – Consultation des organismes représentatifs en matière d'affichage publicitaire et d'enseignes

5.6.2 - Consultation du président de l'EPCI compétent

5.6.3 – Publications presse, RAAE

5.6.4 – Tout courrier aux particuliers lié à l'instruction des dossiers

5.6.5 – Tout courrier de transmission lié à l'instruction des dossiers

5.7 - EXPROPRIATION

5.7.1 – Arrêtés d'ouverture d'enquête publique pour les DUP

5.7.2 – Arrêtés d'ouverture d'enquête publique pour les dossiers parcellaires

5.7.3 – Arrêtés d'ouverture d'enquête publique pour les DUP + travaux + servitudes

5.7.4 – Tout courrier lié à l'instruction de ces dossiers et à la notification des actes

6. COORDINATION ET REGLEMENTATION DES TRANSPORTS ROUTIERS

6.1. Décisions à prendre pour l'application du décret n° 85.891 du 16 août 1985 modifiant le décret 49-1473 du 14 novembre 1949 :

- certificats d'inscription, licences de transport publics routiers de personnes.

6.2. Signature des avis de classement des véhicules dans le parc d'intérêt national

7. CONTROLE DES CHEMINS DE FER SECONDAIRES D'INTERET LOCAL

Décisions et actes pour l'application des dispositions prévues aux articles 1 et 2 de l'arrêté du 12 mars 1947.

8. ECONOMIES D'ENERGIE

Délégation pour dresser la liste départementale des entreprises garantissant contractuellement le résultat des travaux d'économie d'énergie.

9. SIGNATURE DU CERTIFICAT DELIVRE AUX ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ET DE BATIMENT SOUMISES AUX OBLIGATIONS DE DEFENSE POUR LEUR PERMETTRE DE SOUMISSONNER AUX MARCHES PUBLICS.

10. FORETS

10.1 - Décision d'application ou de distraction du régime forestier aux terrains appartenant aux collectivités locales ou personnes morales visées à l'article L 141-1 du code forestier.

10.2 - Autorisation ou refus d'autorisation de coupe dans les propriétés forestières placées sous régime spécial d'autorisation administrative (article L.222-5 et R. 222-20 du code forestier).

10.3 - Autorisation ou refus d'autorisation de défrichement de bois et forêts appartenant à des collectivités ou personnes morales visées à l'article L 141-1 du code forestier portant sur des surfaces inférieures à 1 hectare (articles L.312-1 et suivants, articles R.311-1 et suivants du code forestier).

10.4 - Etablissement d'un certificat attestant que les bois et forêts sont susceptibles de présenter une des garanties prévues à l'article 8 du code forestier (article 793 du code général des impôts et article L.8 du code forestier).

11. CHASSE

11.1. Autorisation de manifestations d'entraînement, concours ou épreuves de chiens de chasse (code de l'environnement article L.420-3 et arrêté ministériel du 21 janvier 2005).

11.2. Approbation des modifications apportées aux statuts, au règlement intérieur et au règlement de chasse des Associations communales de chasse agréées (code de l'environnement article R.422-2).

11.3. Prises de mesures provisoires en cas de dysfonctionnement au sein d'une Association communale de chasse agréée (code de l'environnement article R.422-3).

11.4. Décision relative à la demande d'opposition d'intégration de territoires appartenant à un propriétaire au territoire d'une Association communale de chasse agréée (code de l'environnement article R.422-52).

11.5. Institution ou suppression des réserves de chasse et de faune sauvage (code de l'environnement article R.422-82).

11.6. Autorisation d'utilisation de sources lumineuses pour le comptage et la capture à des fins scientifiques ou de repeuplement (code de l'environnement article L.424-7 et arrêté ministériel du 1^{er} août 1986).

11.7. Introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins (code de l'environnement article L.424-11 et arrêté ministériel du 7 juillet 2006).

11.8. Prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée (code de l'environnement article L.424-11 et arrêté ministériel du 7 juillet 2006).

11.9. Interdiction de la mise en vente, de la vente, de l'achat, du transport en vue de la vente ou du colportage de certaines espèces particulièrement menacées (code de l'environnement article L.424-12).

11.10. Autorisation individuelle de chasse de certaines espèces de grand gibier avant l'ouverture générale (code de l'environnement article L.424-12).

11.11. Institution d'un plan de chasse sur tout ou partie du département pour une espèce autre que celles pour lesquelles il est de droit sur tout le territoire national (code de l'environnement article R.425-1).

11.12. Fixation du nombre minimum et maximum des animaux soumis à plan de chasse à prélever annuellement par espèce (code de l'environnement article R.425-2).

11.13. Fixation des plans de chasse individuels (code de l'environnement article R.425-8).

11.14. Mise en place de battues administratives (code de l'environnement article L.427-6).

11.15. Fixation de la liste des communes pour lesquelles l'Etat délègue ses pouvoirs en matière de battues administratives (code de l'environnement article L.427-7).

11.16. Fixation de la liste annuelle des espèces d'animaux classées nuisibles dans le département (code de l'environnement article R.427-7).

11.17. Autorisation de capture du lapin à l'aide de bourses et furets dans les lieux où il n'est pas classé nuisible (code de l'environnement article R.427-12).

11.18. Agrément des piégeurs et autorisation d'utilisation du collet pour la capture du renard (code de l'environnement article R.427-16 et arrêté ministériel du 23 mai 1984).

11.19. Fixation des modalités de destruction à tir des espèces d'animaux classées nuisibles (code de l'environnement article R.427-19 à R.427-25).

11.20. Autorisation individuelle de destruction à tir portant sur des espèces d'animaux classées nuisibles (code de l'environnement article R.427-20).

12. AMENAGEMENT FONCIER

12.1. Arrêté d'institution, constitution et renouvellement du bureau de l'association foncière et notification, budget des associations (articles L.136-1 et L.136-2, R.133-1 à R.133-12 du code rural).

12.2. budget des Associations Foncières de Remembrement

12.3. Organisation de la commission départementale d'Aménagement Foncier demeurant sous la responsabilité de l'Etat :

12.3.1 - Courrier de convocation à la CDAF

12.3.2 - Tout courrier lié à l'instruction des dossiers et transmission des actes

12.4. Réponse aux courriers des géomètres et des particuliers liés à l'aménagement foncier antérieur au 01/01/2005.

13. EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

13.1. Mesure de police et de conservation des eaux des cours d'eaux non domaniaux (article L.215-7 à L.215-13 du code de l'environnement).

13.2. Entretien et restauration des milieux aquatiques (article L.215-14 à L.215-18 du code de l'environnement).

13.3. Délivrance des avis de réception des dossiers d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (article R.214-7 du code de l'environnement).

13.4. Arrêtés de mise à l'enquête à l'enquête publique pour les opérations soumises à autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (article R.214-8 du code de l'environnement).

13.5. Délivrance des avis de réception des dossiers de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (article R.214-33 du code de l'environnement).

13.6. Délivrance des récépissés de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (article R.214-37 à R.214-40 du code de l'environnement).

13.7. Autorisation de travaux en rivière (article L.432-3 du code de l'environnement).

13.8. Agrément des présidents et trésoriers des associations agréées de pêche et de pisciculture et de ceux de leur fédération départementale (code de l'environnement articles L.434-3 à 434-5 et R.434-27 à R.434-34).

13.9. Fixation des temps et heures d'interdiction de la pêche, de la taille minimale, du nombre et des conditions de captures autorisées, des procédés et modes de pêche prohibés (code de l'environnement articles L.436-9 et R.436-6 et suivants).

13.10. Autorisations exceptionnelles de capture et de transport de poisson à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibres biologiques (code de l'environnement articles L.432-10 et 11 et L.436-9, articles R.432-5 à 11 et R.436-6 et suivants).

14. ECONOMIE AGRICOLE

14.1 - PRODUCTIONS AGRICOLES

14.1.1 - Décisions et notifications relatives à la mise en œuvre des aides relevant du régime de paiement unique (Droits à paiement Unique) : Règlement (CE) N° 73/2009 du 19/01/2009 – Titre III et Règlement (CE) N° 1120/2009 du 29/10/2009.

14.1.2 - Décisions et notifications relatives à la mise en œuvre des aides relevant des autres régimes d'aides (aides couplées végétales et animales) :

- ~~textes de base :~~ Règlement (CE) N° 73/2009 du 19/01/2009 - ~~Titre IV et Règlement (CE) N° 1121/2009 du 29/10/2009~~
- Régimes de soutien aux productions animales et gestion des droits à prime: Article D615-44 du code rural
- Régimes de soutien aux productions végétales : Articles D615-13 à D615-43 du code rural

14.1.3 - Lettres d'observations et de fin d'enregistrement (LFE) relatives à l'instruction des demandes d'aides relevant du régime de paiement unique et des aides couplées.

14.1.4 - Décisions et notifications relatives à la mise en œuvre de la conditionnalité , de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) des aides : Règlement (CE) N° 73/2009 du 19/01/2009 – Titre II et Règlement (CE) N° 1122/2009 du 29/10/2009.

14.1.5 - Procédure « calamités agricoles » (Articles R361-20 à R361-37 du code rural) : Ensemble des décisions relatives à la procédure de reconnaissance et à l'instruction des dossiers à l'exclusion de :

- la décision de proposer aux ministres compétents de reconnaître au sinistre le caractère de calamité agricole,
- et de l'arrêté préfectoral de sinistre ouvrant droit à l'octroi de prêts bonifiés.

14.1.6 - Décisions à prendre dans le cadre de la surveillance biologique du territoire et prescriptions de mesures d'urgence destinées à éviter la propagation de certains ennemis des cultures : Articles L251-1 à

252-5 du code rural.

14.1.7 - Décisions et notifications relatives à la Maîtrise de la production de lait de vache (transferts, prélèvements, attributions de quantités de références laitières, aide à la cessation d'activité laitière) : Articles D654-29 à R 654-114 du code rural.

14.2 - AGRI-ENVIRONNEMENT

14.2.1 - Décisions d'attribution des subventions pour financer les diagnostics et travaux relatives au programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA et PMPOA2).

14.2.2 - Décisions et notifications relatives aux mesures agri-environnementales du règlement de développement rural 2000-2006 et 2007-2013 (contrats d'agriculture durable, contrats territoriaux d'exploitation, mesures nationales du RDR2, mesures territorialisées du RDR2, ...).

14.2.3 - Décisions et notifications relatives aux aides à l'investissement dans le cadre de l'axe 1 du Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH) : plan végétal pour l'environnement (PVE), plan de modernisation des bâtiments d'élevage (PMBE), plan de performance énergétique (PPE)

14.3 - AIDES AUX ENTREPRISES DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCIALISATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

14.3.1 - Décisions d'attribution d'aides financières du ministère de l'agriculture et de la pêche, au titre de la prime d'orientation pour les entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles et alimentaires : décret n°78-806 du 1/08/1978 et décret n°99-1060 du 16/12/1999.

14.4 - STRUCTURES AGRICOLES

14.4.1 - Foncier

14.4.1.1. Contrôle des structures des exploitations agricoles (R 331-1 à R331-12 du code rural) : décisions et notifications relatives aux autorisations d'exploiter, y compris des mémoires au tribunal administratif en défense de l'Etat.

14.4.1.2. Fermage: arrêtés de fixation de la composition de l'indice des fermages et de la valeur annuelle de l'indice des fermages (articles R411-1 et suivants du code rural).

14.4.2 - Installation - Modernisation et Cessation

14.4.2.1. Décisions d'attribution des aides et de déchéance des droits à l'installation des jeunes agriculteurs et stages 21 heures, et agrément des plans personnels de professionnalisation (PPP) : articles R343-3 à R343-19 du code rural.

14.4.2.2. Décisions relatives aux autorisations de financement à l'agriculture : articles D344-1 à D344-15 du code rural.

14.4.2.3. Décisions d'attribution d'aides spéciales dans le cadre du plan pour l'installation et le développement des initiatives locales (PIDIL).

14.4.2.4. Agriculteurs en difficulté : (Articles R351-1 à R351-8, R352-1 à R352-14, D352-15 à D352-30, D353-1 à D353-8, D35461 à D354-10 du code rural)

- conventions d'analyse et de suivi signées entre l'Etat et les experts agréés par la commission « agriculteurs en difficulté »,

- décisions individuelles d'aide au suivi de l'exploitation agricole et au redressement économique et financier, et de prise en charge de cotisations sociales impayées,
- décisions accordant le bénéfice des aides à la réinsertion professionnelle, reconversion, adaptation de l'exploitation.

14.4.2.5. Décisions relatives à l'aide à la transmission de l'exploitation agricole (ATE) (articles D343-34 à 343-36 du code rural) et la préretraite des chefs d'exploitation agricole.

14.4.2.6 GAEC : décision arrêtant la composition du comité technique d'agrément.

14.4.2.7 décisions et notifications relatives aux aides conjoncturelles, aides d'urgence et plans spécifiques nationaux

15. ENVIRONNEMENT

15.1- INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

15.1.1 – Arrêtés d'ouverture d'enquête publique

15.1.2 – Arrêtés de prolongation de délai d'instruction des dossiers d'installation classées

15.1.3 – Arrêtés d'actualisation de classement des installations classées

15.1.4 – Arrêtés de prescription complémentaires

15.1.5 – Récépissés de déclarations d'installations classées

15.1.6 – Certificat de non classement

15.1.7 – Tout courrier lié à l'instruction des dossiers

15.2- MILIEUX NATURELS

15.2.1 - Tout courrier lié à l'instruction des dossiers

15.2.2 - Tout courrier de convocation de la CNDPS

15.2.3— Communication de l'avis de la CNDPS (site inscrit)

15.2.4 – Notification des autorisations ministérielles (suite à l'avis de la CNDPS sur travaux en site classé)

15.3 – INSTALLATION ET STOCKAGE DE DECHETS INERTES

15.3.1 – Demande de compléments

15.3.2 – Consultation des maires et du président de l'EPCI compétent

15.3.3 – Tout courrier lié à l'instruction des dossiers

15.3.4 – Avis d'instruction sur la demande d'autorisation en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement et du décret n°2006-302 du 15 mars 2006.

15.4 – Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST)

15.4.1 - Tout courrier de convocation du CoDERST.

Article 2 : En application du décret n° 2008-158 du 22 février 2008 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, M. Emmanuel MOULIN désigne expressément par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes, s'il est lui-même absent ou empêché. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le Val d'Oise.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise et M. le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux délégataires et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le Val d'Oise.

Fait à Cergy-Pontoise, le 14 SEP. 2011

Le Préfet,

Pierre-Henry MACCIONI

PREFET DU VAL D'OISE

DIRECTION DU PILOTAGE
DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de Liaison
des services de l'Etat

ARRETE n° 10 - 149 donnant délégation de signature à M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise pour l'exécution des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Le préfet du Val d'Oise

**Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée, relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le code de l'environnement et notamment son livre II, titre 1^{er} ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du 21 janvier 2010 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI en qualité de préfet du Val d'Oise ;

VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements d'Ile de France ;

VU l'arrêté ministériel du 18 septembre 1990 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1982 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté ministériel du 27 janvier 1992 portant règlement de comptabilité du ministère de l'environnement pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 modifié, portant règlement de comptabilité du ministère de l'agriculture et de la pêche pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués, modifié par les arrêtés des 18 juin et 25 octobre 2005 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 1er juillet 2010 portant nomination de M. Emmanuel MOULIN en qualité de directeur départemental des territoires du Val d'Oise ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 2 août 2010, portant nomination de M. Michel BAJARD en qualité de directeur départemental des territoires adjoint du Val d'Oise ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-95 en date du 30 juin 2010 portant organisation de la direction départementale des territoires du Val d'Oise à compter du 1er juillet 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10 - 148 du 14 SEP. 2010 donnant délégation de signature à M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires du Val d'Oise, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses, imputées sur les programmes suivants :

Services du Premier Ministre

Programme 317 : Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité

Au titre des actions :

- 01 - Soutien à la construction et à l'accèsion sociale
- 02 - Accélération de la rénovation urbaine
- 03 - Lutte contre l'habitat indigne et rénovation thermique du parc privé

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer

Programme 109 : Aide à l'accèsion au logement

Au titre des actions :

- 01 - Aides personnelles (titres 6)
- 02 - Informations relatives au logement et accompagnement des publics en difficulté (titres 6)

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 113 : Urbanisme, paysages, eau et biodiversité

Au titre des actions :

- 01 - Urbanisme, aménagement et sites – planification
- 02 - Appui technique
- 07 - Gestion des milieu et biodiversité

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 135 : Développement et amélioration de l'offre de logement

Au titre des actions :

- 01 - Construction locative et amélioration du parc

- 02 - Soutien à l'accèsion à la propriété
- 03 - Lutte contre l'habitat indigne
- 04 - Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction
- 05 - Soutien

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 159 : Information géographique et cartographique

Au titre des actions :

- 01 - Production de l'information géographique
- 02 - Recherche dans le domaine de l'information géographique

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 174 : Énergie et après-mines

Au titre des actions :

- 01 - Politique de l'énergie
- 05 - Lutte contre le changement climatique

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 181 : Prévention des risques

Au titre des actions :

- 01 - Prévention des risques technologiques et des pollutions
- 10 - Prévention des risques naturels et hydrauliques

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 203 : Infrastructures et services de transports

Au titre des actions :

- 01 - Développement des infrastructures routières
- 10 - Infrastructures de transports collectifs et ferroviaires
- 13 - Soutien, régulation, contrôle et sécurité des services de transports terrestres
- 15 - Stratégie et soutien

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 207 : Sécurité et circulation routières

Au titre des actions :

- 01 - Observation, prospective, réglementation et soutien au programme
- 02 - Démarches interministérielles et communication
- 03 - Éducation routière

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer

Au titre des actions :

- 01 - Stratégie, expertise et études en matière de développement durable
- 02 - Fonction juridique
- 03 - Politique et programmation de l'immobilier et des moyens de fonctionnement
- 04 - Politique et gestion des systèmes d'information et des réseaux informatiques
- 05 - Politique des ressources humaines et formation
- 07 - Personnels œuvrant pour les politiques du programme « Conduite et pilotage des politiques de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer »
- 08 - Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Infrastructures et services de transports"
- 09 - Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Sécurité et circulation routières"

- 13 - Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Urbanisme, paysages, eau et biodiversité"
- 15 - Personnels relevant du programme "Développement et amélioration de l'offre de logement"
- 16 - Personnels relevant du programme «Prévention des risques »
- 18 - Personnels relevant de programmes d'autres ministères
- 22 - Personnels transférés aux collectivités territoriales
- 23 - Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Énergie et après mines"
- 25 - Personnels œuvrant pour la Commission nationale du débat public
- 98 - Dépenses de personnel de l'administration centrale à reventiler entre les actions miroirs des programmes de politiques sectorielles.
- 99 - Dépenses de personnel en service déconcentré à reventiler entre les actions miroirs des programmes de politiques sectorielles.

Pour les dépenses de personnel (titre 2), de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 320 : Transports et urbanisme durable

Au titre de l'action :

- 01 - Villes de demain

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 331 : Rénovation thermique des logements

Au titre de l'action :

- 01 - Rénovation thermique des logements privés

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 751 : Radars

Au titre des actions :

- 01 - Dispositifs de contrôle
- 03 - Soutien au programme

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche

Programme 149 : Forêt

Au titre des actions :

- 01 - Développement économique de la filière forêt-bois
- 02 - Régime forestier et patrimoine forestier domanial
- 03 - Amélioration de la gestion des forêts
- 04 - Prévention des risques et protection de la forêt

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 154 : Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires

Au titre des actions :

- 11 - Adaptation des filières à l'évolution des marchés
- 12 - Gestion des crises et des aléas de la production
- 13 - Appui au renouvellement et à la modernisation des exploitations agricoles
- 14 - Gestion équilibrée et durable des territoires

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

Au titre des actions :

- 01 - Prévention et gestion des risques inhérents à la production végétale
- 02 - Lutte contre les maladies animales et protection des animaux

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture

Au titre des actions :

- 01 - Moyens de l'administration centrale
- 02 - Évaluation de l'impact des politiques publiques et information économique
- 03 - Moyens des directions régionales de l'agriculture et de la forêt, directions départementales de l'agriculture et de la forêt, directions départementales de l'équipement et de l'agriculture et directions de l'agriculture et de la forêt
- 04 - Moyens communs
- 99 - Dépenses de personnel du programme "conduite et pilotage des politiques de l'agriculture" à reventiler

Pour les dépenses de personnel (titre 2), de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Ministère du travail, solidarité et fonction publique

Programme 147 : Politique de la ville

Au titre des actions :

- 01 - Prévention et développement social
- 02 - Revitalisation économique et emploi
- 03 - Stratégie, ressources et évaluation
- 04 - Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat

Programme 148 : Fonction Publique

Au titre des actions :

- 01 - Formation des fonctionnaires
- 02 - Action sociale interministérielle

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 221 : Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État

Au titre des actions :

- 04 - Modernisation de l'Etat

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 309 : Entretien des bâtiments de l'État

Au titre des actions :

- 01 - Entretien immobilier

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Programme 722 : Contribution aux dépenses immobilières

Au titre de l'action :

01- Dépenses immobilières

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Ministère de la justice et des libertés

Programme 166 : Justice judiciaire

Au titre de l'action :

06 – Soutien

Pour les dépenses de fonctionnement (titre 3), d'investissement (titre 5) et d'intervention (titre 6).

Article 2 : Délégation de signature est donnée à M. Emmanuel MOULIN, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer tous les documents relatifs à la liquidation au mandatement et à l'exécution des recettes concernant le :

Compte non doté de crédit 908 : « Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement, telles qu'énumérées ci-après :

- 908-31 : Equipement
- 908-32 : Achats de matières premières
- 908-33 : Services extérieurs : locations, entretien et réparations, assurance et autres
- 908-34 : Impôts, taxes et dépenses assimilées
- 908-35 : Remboursement des charges de personnel relatives aux ouvriers des parcs et ateliers
- 908-36 : Remboursement des autres charges de personnel
- 908-37 : Charges exceptionnelles
- 908-38 : Remboursement au budget général de l'Etat de la part de main d'oeuvre des agents d'exploitation facturées aux communes

Article 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Emmanuel MOULIN désigne expressément par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes, s'il est lui-même absent ou empêché. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le Val d'Oise.

Article 4 : Demeurent de la compétence du préfet, et quel qu'en soit le montant, les ordres de réquisition du comptable public et les décisions de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier déconcentré en matière d'engagement des dépenses dans les conditions fixées par le décret du 27 janvier 2005 susvisé.

Article 5 : Le directeur départemental des territoires adressera au préfet un compte-rendu trimestriel d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise, M. le directeur départemental des territoires et M. le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux délégataires et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le Val-d'Oise.

Cergy-Pontoise 14 SEP. 2010

Préfet,


Pierre-Henry MACCIONI

**DIRECTION DU PILOTAGE
DES ACTIONS DE L'ETAT**

Bureau de Liaison
des Services de l'Etat

**ARRETE n° 10 - 150 modifiant l'arrêté n° 10- 140
du 18 août 2010 donnant délégation de signature à
M. Philippe SITBON, directeur du pilotage des
actions de l'Etat**

Le préfet du Val d'Oise

**Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 14 août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le décret n° 62-1587 modifié du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 janvier 2010 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI en qualité de préfet du Val d'Oise ;

VU le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat ;

VU l'arrêté n° 2010-094 du 30 juin 2010 portant organisation des services de la préfecture du Val d'Oise et répartition des attributions entre les services ;

VU l'arrêté n° 10-105 du 1^{er} juillet 2010 modifié donnant délégation de signature à M. Philippe SITBON en qualité de directeur du pilotage des actions de l'Etat ;

VU la décision de nomination de Mme Anne CANDELIER, attachée, au sein du service de la coordination des actions de l'Etat, en qualité de chef du bureau d'animation des politiques publiques prioritaires à compter du 1^{er} juillet 2010 ;

VU la décision d'affectation de Mme Valérie OZIEL, attachée, à la direction du pilotage des actions de l'Etat, en qualité de chef du bureau de l'action économique et de l'emploi ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe SITBON, directeur du pilotage des actions de l'Etat en ce qui concerne :

- I) les accusés de réception, demandes de renseignement ou d'avis, réponses, notifications, bordereaux d'envoi et toutes correspondances ou documents administratifs dont la signature ne comporte pas l'exercice du pouvoir réglementaire,
- II) et les actes énumérés ci-dessous :
 - 1) les arrêtés préfectoraux accordant les congés de longue maladie et de longue durée
 - 2) les actes de gestion courante du personnel y compris les ordres de missions et états de frais de déplacement afférents,
 - 3) les documents de liaison destinés au département informatique de la trésorerie générale des Hauts de Seine, concernant les traitements du personnel ainsi que l'ensemble des pièces comptables y afférentes,
 - 4) les titres de perception et bordereaux journaliers,
 - 5) les certificats de cessation de paiement,
 - 6) les certifications de service fait,
 - 7) en matière de gestion du budget de la préfecture, des sous-préfectures et des résidences : prescription de commandes de fournitures et de prestations diverses, de contrats d'entretien, et constatation du service fait à la plate-forme CHORUS pour les dépenses relatives au programme 307 "Administration territoriale",
 - 8) les relevés mensuels, trimestriels ou annuels des diverses cotisations versées à l'URSSAF et à l'IRCANTEC,
 - 9) les pièces comptables et notes administratives relatives à l'utilisation des crédits de l'Etat dans le département, à savoir :
 - les visas des pièces et documents destinés à être annexés aux mandats de paiement,
 - les notes destinées aux services liquidateurs à l'effet de faire compléter les dossiers devant être joints aux mandats et titres de perception,
 - les situations mensuelles, trimestrielles ou annuelles de crédits et de dépenses,
 - les bordereaux d'engagements et mandats,
 - les certificats de réimputation.
 - 10) les mandats et documents NDL et CHORUS,
 - 11) les mandats du compte de commerce, les contrats et les marchés à procédure adaptée,
 - 12) les décisions de paiements de subventions de l'Etat,
 - 13) les agréments des maîtres d'apprentissage dans la fonction publique.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée dans le cadre des dispositions de l'article 1^{er} à :

- M. Fabrice GONZALES, ingénieur principal des services d'information et de communication, chef du service mutualisé des systèmes d'information
pour le point I et le point II - 7
- Mme Nicole NIO, attachée, responsable de la mission de l'action sociale et de la prévention des risques au travail
pour le point I et le point II - 7

- Mme Christine CALVEZ, attachée principale, chef du service des ressources et des mutualisations pour le point I et le point II - 1 à 12

- M. Cyrille DE CARDES, attaché, chef du bureau des moyens et des achats mutualisés et Mme Christine MAITRE, secrétaire administrative de classe exceptionnelle pour le point I et le point II - 7 et 11

- Mme Pascale LHUILLIER, attachée, chef du bureau des affaires budgétaires et Mme Leslie THEBAULT, secrétaire administrative de classe supérieure, ainsi qu'à Mme Laura JACQUET, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointes à la responsable du service pour le point I et le point II - 4 ;6; 9;10 et 12

- Mme Francine GERME , attachée, chef du bureau des ressources humaines et des parcours professionnels
Mme Michèle LONGUET, attachée, adjointe au chef de bureau,
Mme Nicole RICCIUTELLI, secrétaire administrative de classe supérieure, en qualité de chef de la section de gestion des ressources humaines pour le point I et le point II - 1 à 5; 7 à 9

- Mme Marie-Cécile JULIAT, attachée principale, chef du service de la coordination des actions de l'Etat pour le point I et le point II - 6; 9;10;12;13

- M. Michel BOUREAU, attaché, chef du bureau de liaison des services de l'Etat et Mme Stéphanie FERRON, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef de bureau pour le point I et le point II - 6

- Mme Valérie OZIEL, attachée, chef du bureau de l'action économique et de l'emploi pour le point I et le point II - 6;9;10;12;13

- Mme Gwenaëlle BRACONNIER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau pour le point I et le point II - 6;9;10;12;13

- Mme Anne CANDELIER, attachée, chef du bureau d'animation des politiques publiques prioritaires pour le point I.

Article 3 : Délégation de signature est donnée aux agents figurant à l'annexe 1 pour signer au nom du préfet les actes d'ordonnateur secondaire, relatifs au programme 307 "Administration Territoriale", gérés par la plate-forme CHORUS de la préfecture du Val d'Oise. Délégation leur est également donnée pour exécuter, sous CHORUS, les décisions de dépenses prises par les services prescripteurs dont la liste est fixée en annexe 3.

Article 4 : Les gestionnaires dont les noms figurent à l'annexe 2 sont limitativement habilités à enregistrer sous CHORUS les opérations d'exécution de la dépense répertoriées à ladite annexe.

Article 5 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur du pilotage des actions de l'Etat et M. le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux délégataires et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le Val-d'Oise.

Fait à Mery-Pontoise, le



Pierre-Henry MACCIONI

14 SEP. 2010

Annexe 1 – Agents bénéficiaires de la délégation du Préfet du Val d'Oise pour signer les actes d'ordonnateur secondaire

Programmes	Agent	grade	fonction	Actes	Seuil
Hors plate forme CHORUS					
307 "Administration Territoriale"	M. Philippe SITBON	Conseiller d'administration	Directeur du pilotage des actions de l'Etat dont dépend la plate forme CHORUS	signature des bons de commandes, courriers, tableaux et documents CHORUS	Aucun
307 "Administration Territoriale"	Mme Pascale LHUILLIER	Attaché	Responsable de la cellule budgétaire et plate forme CHORUS	signature des bons de commandes, courriers, tableaux et documents CHORUS	actes inférieurs à 10.000€
Sur plate forme CHORUS					
307 "Administration Territoriale"	Mme Leslie THEBAULT	Secrétaire administratif de classe supérieure	adjointe à la responsable de la plate forme, responsable des engagements juridiques et de la comptabilité auxiliaire des immobilisations	signature des bons de commandes et validations des engagements juridiques et des immobilisations	actes inférieurs à 10.000€
307 "Administration Territoriale"	Mme Laura JACQUET	Secrétaire administratif de classe supérieure	adjointe à la responsable de la plate forme, responsable des demandes de paiement et des recettes	validation des demandes de paiement et des recettes	
307 "Administration Territoriale"	Mme Laura JACQUET	en l'absence de Mme THEBAULT		signature des bons de commandes et validations des engagements juridiques et des immobilisations	actes inférieurs à 10.000€
307 "Administration Territoriale"	Mme Leslie THEBAULT	en l'absence de Mme JACQUET		validation des demandes de paiement et des recettes	

Annexe 2 – Agents habilités à saisir sur CHORUS les opérations d'exécution de la dépense

Programmes	Agent	Fonction	Habilitation
307 "Administration Territoriale"	Mme Christine BOULANGER	Gestionnaire des dépenses	- saisie des engagements juridiques,
307 "Administration Territoriale"	Mme Corinne BIZEUL	Gestionnaire des dépenses	- saisie des tiers fournisseurs concernés,
307 "Administration Territoriale"	Mme Marie Claire ROUSSELIN	Gestionnaire des dépenses	- enregistrement de la certification du service fait,
307 "Administration Territoriale"	Mme Pascale DAJNY	Gestionnaire des dépenses, des immobilisations et des recettes	- saisie des demandes de paiement - saisie des immobilisations et des recettes (uniquement pour Mme DAJNY)

Annexe 3 - Liste des prescripteurs

Programme	Nom du prescripteur	Prénom	Libellé centre de coûts	Code CHORUS	Délégation signature
307	MACCIONI	Pierre-Henry	Tous centres de coûts	Tous codes	Décret du 21 janvier 2010
307	BENATSOU	Fatiha	Résidence préfet	PRFPRT095	
307	CHAVANNE	Jean-Noël	Résidence préfet délégué à l'égalité des chances	PRFPDEC095	Arrêté n° 10-124 du 15 juillet 2010
307	BERNARD	Michel	Tous centres de coûts	Tous codes	Arrêté n° 10-092 du 31 mai 2010
307	d'ABZAC	Henri	Résidence secrétaire général	PRFSG01095	
307	DUBOS	Aimée	Cabinet (résidence+service)	PRFDCAB095	Arrêté n° 10-151 du 14 août 2010
307	LANZA	Michèle	Sous préfecture de Sarcelles (résidence+service)	PRFSP03095	Arrêté n° 10-143 du 18 août 2010
307	de CARDES	Cyrille	Sous Préfecture d'Argenteuil (résidence+services)	PRFSP01095	Arrêté n° 10-146 du 26 août 2010
307	de CARDES	Cyrille	Sous préfecture de Pontoise (services uniquement)	PRFSP02095	Arrêté n° 10-128 du 15 juillet 2010
307	CALVEZ	Christine	DPAE - Moyens généraux	PRFML01095	Arrêté n° 10-150 du 14 septembre 2010
307	GERME	Francine	DPAE - Moyens généraux service gestionnaire biens (immo)	PRFACTF095	Arrêté n° 10-150 du 14 septembre 2010
307	NIO	Nicole	DPAE - RH Action sociale	PRFML02095	Arrêté n° 10-150 du 14 septembre 2010
307	GONZALES	Fabrice	DPAE - RH Action sociale	PRFML02095	Arrêté n° 10-150 du 14 septembre 2010
307			DPAE - SIC	PRFML03095	Arrêté n° 10-150 du 14 septembre 2010

DIRECTION DU PILOTAGE
DE L'ACTION DE L'ÉTAT

Bureau de Liaison
des Services de l'État

ARRETE n° 10 - 152, modifiant l'arrêté n° 10-139 du 18 août 2010 donnant délégation de signature à Mme Martine THORY, directrice de l'accueil du public, de l'immigration et de la citoyenneté

Le préfet du Val d'Oise

**Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 82.213 du 12 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 janvier 2010 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI en qualité de préfet du Val d'Oise ;

VU l'arrêté n° 2010-094 du 30 juin 2010 portant organisation des services de la préfecture du Val d'Oise et répartition des attributions entre les services ;

VU l'arrêté n° 10-102 du 1^{er} juillet 2010 modifié donnant délégation de signature à Mme Martine THORY, directrice de l'accueil du public, de l'immigration et de la citoyenneté

VU la décision du 30 juin 2010 nommant Mme Martine THORY en qualité de directrice de l'accueil du public, de l'immigration et de la citoyenneté ;

VU la décision nommant M. Olivier PRIEUR, attaché, en qualité de chef du bureau des usagers de la route à compter du 1^{er} septembre 2010 ;

VU la délégation de signature du 9 février 2010 de M. le Trésorier Payeur Général du Val d'Oise à M. le préfet du Val d'Oise pour signer les conventions d'agrément pour les professionnels du commerce de l'automobile ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

A R R E T E

Article 1 : Délégation de signature est accordée à Mme Martine THORY, directrice de l'accueil du public, de l'immigration et de la citoyenneté à la préfecture du Val d'Oise, en ce qui concerne :

- ✓ les accusés de réception, demandes de renseignement ou d'avis, réponses, notifications, bordereaux d'envoi et toutes correspondances ou documents administratifs dont la signature ne comporte pas l'exercice du pouvoir réglementaire,

✓ et les actes énumérés ci-dessous :

- les arrêtés d'habilitation d'entreprises de pompes funèbres,
- les autorisations de transport de corps à l'étranger,
- les dérogations aux délais légaux d'inhumation,
- les agréments des agents privés de recherche,
- les arrêtés d'autorisation ou de refus d'agrément de sociétés de gardiennage,
- les décisions d'autorisation ou refus à l'embauche des salariés des sociétés de gardiennage,
- les certificats internationaux de route et permis de conduire internationaux,
- les certificats d'immatriculations, cartes W,
- les retraits ou récépissés de déclaration de mise en circulation,
- les attestations d'inscription et de non-inscription de gage,
- les inscriptions de radiation de gage,
- les arrêtés d'agrément des experts véhicules endommagés et des gardiens de fourrière,
- les permis de conduire,
- les arrêtés d'annulation de permis de conduire pour défaut de points,
- les mesures individuelles de suspension du permis de conduire pour l'arrondissement de Pontoise,
- les attestations de reconstitution de points du permis de conduire après stage de récupération,
- les mesures administratives concernant la validité du permis de conduire et consécutives à un examen médical devant la commission médicale primaire,
- les autorisations de mise en circulation de véhicules à usage professionnel,
- les autorisations d'enseigner pour les titulaires du certificat d'aptitude professionnelle à l'enseignement de la conduite,
- les autorisations d'exercer la profession d'artisan taxi,
- les cartes professionnelles de :
 - taxi,
 - agent immobilier,
 - guide-interprète,
 - chauffeur de véhicule de tourisme.

- les décisions d'agrément des centres de contrôle technique et des contrôleurs techniques,
- les décisions d'agrément des centres assurant la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution de points du permis de conduire,
- les conventions d'habilitation et d'agrément avec les professionnels du commerce de l'automobile dans le cadre du système d'immatriculation des véhicules (SIV),
- les cahiers des charges des dépanneurs sur route et autoroute,
- les cartes nationales d'identité,
- les passeports,
- les passeports collectifs,
- les oppositions aux sorties de territoire,
- les laissez-passer,
- les sorties collectives du territoire,
- les titres de circulation des personnes sans domicile fixe,
- les autorisations d'hébergement collectif,
- la signature des contrats d'accueil et d'intégration,
- les décisions portant refus de séjour aux ressortissants étrangers,
- tout arrêté de refus de délivrance de titre de séjour aux ressortissants étrangers assorti d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), et tout arrêté de reconduite à la frontière (APRF) prévus aux articles L511-1 à 3 ; L512-1 et 2 ; L513-2 et 4 ; ainsi que toute décision fixant le pays de renvoi,
- tout arrêté de placement en rétention administrative prévu aux articles L111-7 à 9 ; L551-1 à 3 ; L553-1 à 6 ; L554-1 à 3 ; L555-1 à 3,
- toute requête sollicitant auprès du président du tribunal de grande instance le maintien

supplémentaire en rétention administrative de l'étranger, prévu aux articles L 552-1 à 12, et, si nécessaire, tout appel à l'encontre des décisions prises par le juge compétent,


- les arrêtés de concordance,
- les avis formulés sur les demandes de naturalisation,
- les décisions au titre du regroupement familial,
- les décisions d'orientation dans les CADA et de gestion des personnes accueillies,
- les décisions de refus et ajournement formulés sur les demandes de naturalisation,
- les avis favorables formulés sur les décrets de naturalisation,
- les mémoires en défense pour les matières relevant de la compétence de la direction.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée pour les attributions respectives à leur service, aux personnes suivantes :

- Mme Annick CAPPELLE, attachée principale, chef du service de l'immigration et de l'intégration ;
- Mme Stéphanie DECROZANT attachée, chef du bureau du séjour ;
- Mme Julie PARISSET, attachée, chef du bureau de l'intégration et des naturalisations ;
- Mme Andrée BEILLEAU, attachée, chef du bureau du contentieux des étrangers et de la lutte contre le travail illégal ;
- Mme Catherine DUCASSE, attachée principale, chef du service de la citoyenneté, de la circulation et des professions réglementées ;
- Mme Emilie BLEVIS, attachée, chef du bureau de la citoyenneté et des professions réglementées ;
- Mme Jacqueline GUIBOUX, adjointe au chef du bureau de la citoyenneté et des professions réglementées ;
- M. Olivier PRIEUR, attaché, chef du bureau des usagers de la route.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la directrice de l'accueil du public, de l'immigration et de la citoyenneté et M. le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux délégués et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le Val-d'Oise.

Fait à Cergy-Pontoise, le 14 SEP. 2010

Le préfet,

Pierre-Henry MACCIONI



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

ARRETE

Accordant la médaille d'honneur régionale, départementale
et communale

A l'occasion de la promotion du 14 juillet 2010

Le Préfet du Val d'Oise
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le décret n°87-594 du 22 juillet 1987, portant création de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale

ARRETE

ARRONDISSEMENT DE PONTOISE

Article 1 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux titulaires de mandats électifs dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- **Madame COQUELARD Nicole née FOREST**
Adjoint au maire de MONTLIGNON
demeurant 31, place des Chênes à MONTLIGNON
- **Monsieur GONTIER Jean-Paul**
Adjoint au maire de MONTLIGNON
demeurant 85, allée des Charmes à MONTLIGNON
- **Madame LURIER Christiane née CLUZEL**
Adjoint au maire de MONTLIGNON
demeurant 3, allée Raoul Sarazin à MONTLIGNON
- **Monsieur RICKER Jean-Paul**
Adjoint au maire de MONTLIGNON
demeurant 23, rue de Paris à MONTLIGNON
Monsieur ACHERON Gérard Agent
des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL EUROPÉEN GEORGES POMPIDOU de PARIS

Article 2 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux fonctionnaires et agents des collectivités locales dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- **Madame AILLET Catherine née AUDEBERT**
Infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 12, avenue de Plaisance à ERMONT
- **Monsieur AIT ICHOU Abdeljebbar**
Infirmier, GROUPE HOSPITALIER COCHIN ST VINCENT DE PAUL de PARIS
demeurant 14 rue de Pontoise à PUISEUX PONTOISE
- **Madame AJAM Rachida**
ATSEM de 1ère classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 6, rue des Rouges Gorges à VAUREAL
- **Madame AMELIN Jacqueline née COURBE**
Assistante maternelle, MAIRIE de PIERRELAYE
demeurant 6, rue Olympe de Gouge à PIERRELAYE
- **Monsieur ANJUBAULT Pascal**
Chef d'équipe conducteur automobile principal, MAIRIE de PARIS
demeurant Résidence des Lignières à TAVERNY

- **Madame BARBOU Véronique**
Agent social de 2ème classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 31, résidence Waldeck Rousseau à EAUBONNE
- **Madame BARRET Jacqueline née CHAUVET**
Adjoint technique de 2ème classe, HOTEL DE VILLE de ASNIERES SUR SEINE
demeurant 2, allée Hector Berlioz à FRANCONVILLE
- **Madame BARROCA Maria née GOMES CATARINO**
ATSEM de 1ère classe titulaire, MAIRIE de PERSAN
demeurant 22, rue Alexandre Prachay à PERSAN
- **Monsieur BASSO-BOCCABELLA Laurent**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de BESSANCOURT
demeurant 26, rue de Pierrelaye à BESSANCOURT
- **Madame BATHEDOU Agnès**
Infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 14, route de Franconville à ERMONT
- **Madame BELHADJ Amel née KLAZ**
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de CERGY-
PONTOISE
demeurant 40, rue Chevée à CERGY
- **Madame BEN FATAH Pascal**
Responsable Etat des Lieux, OPIHLM ARGENTEUIL-BEZONS de ARGENTEUIL
demeurant 6, rue du Bois d'Aguerre à ST LEU LA FORET
- **Madame BENOIT Valérie née BOUHERET**
Adjoint administratif de 2ème classe, HÔTEL DE VILLE de NOISY LE GRAND
demeurant 3, rue d'Oraison à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame BERENGER Laurence**
Rédacteur territorial, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 4, Les Maradas Mauves à CERGY
- **Monsieur BERGERON Bernard**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de AUVERS SUR OISE
demeurant 38, rue de Rouen à PONTOISE
- **Monsieur BERTHES Jean-Marie**
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 18, rue de l'Église à ERMONT
- **Madame BERTRAND Sabine née LE BLONDET**
Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE GISORS de GISORS
demeurant 14bis, rue de l'Église à CHARS
- **Madame BLANCHARD Béatrice née LOGGHE**
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de
CERGY-PONTOISE
demeurant Clinique FMI à ENNERY
- **Madame BOUILLETTE Patricia**
Assistante maternelle, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 12, villa des Mutrais à JOUY LE MOUTIER

- **Madame BOURELIE Roselyne née GONTIER**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 42, allée de la Moulinière à CERGY
- **Madame BOURGMAYER Thérèse née PANETTI**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 8, route de St Gratien à EAUBONNE
- **Madame BRAVO Danièle**
Manipulatrice Electro Radiologie, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant Chemin des Aumuses Hôpital le Parc à ST LEU LA FORET
- **Madame BRIGE Sylvie née PRIAM**
Infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 16, allée des Agapanthes à CERGY
- **Madame BROSSAULT Sylvie née DELHUMEAU**
Aide soignante, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 29, rue du Rossignol à COURDIMANCHE
- **Madame BRUNELLE Patricia**
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER VICTOR DUPOUY de
ARGENTEUIL
demeurant 36, rue des Etourneaux à ERAGNY
- **Monsieur BRUNO Vito**
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de DOMONT
demeurant 23, rue de la Nourraye à PRESLES
- **Monsieur BULTEZ Laurent**
Directeur général adjoint des services, MAIRIE de SARCELLES
demeurant 14, rue Jean Jaurès à LE PLESSIS BOUCHARD
- **Madame BURGER Evelyne**
Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de ERMONT
demeurant 30, rue de Wierden à ERMONT
- **Madame CAMAX Florence née FREIXINOS**
Animateur chef, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 7, avenue Madame d' Houdetot à EAUBONNE
- **Madame CARON Jacqueline née MASSY**
Assistante maternelle, MAIRIE de VAUREAL
demeurant 76, rue de l'Harmonie à VAUREAL
- **Madame CARPENTIER Françoise née GYSELINCK**
Assistante maternelle, MAIRIE de VAUREAL
demeurant 35, rue des Taupinières à VAUREAL
- **Madame CARRIERE Chantal née VALLEE**
Adjoint d'animation de 2ème classe, MAIRIE de MONTIGNY LES CORMEILLES
demeurant 1, rue Patrix à CHAMPAGNE SUR OISE
- **Madame CASCARRE Sabine née MARTIN**
Infirmière territoriale de classe supérieure, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 3, parc de la Faisanderie à L' ISLE ADAM

- **Madame CAVILLON Véronique née JOSEPH**
Agent spécialisé des écoles maternelles de 1ère classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 10, avenue Budenheim à EAUBONNE
- **Monsieur CHAUVAT Jean-Claude**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de PRESLES
demeurant 6, rue du Clonel Fabien à PERSAN
- **Madame CHELAY Joëlle**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 11, rue de l'Église à JOUY LE MOUTIER
- **Monsieur CHEVALIER Daniel**
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de VAUREAL
demeurant 27, rue du Lapin Agile à VAUREAL
- **Madame CHEVELLE Corinne née FILLIEUX**
Adjoint administratif territorial de 2ème classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 56, rue du Bois de Chars à NUCOURT
- **Madame CHIVET Martine née LECHEVALLIER**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 19, rue des Lilas à TAVERNY
- **Madame COLAS Valérie née GILLON**
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles de 1ère classe, MAIRIE de MÉRIEL
demeurant 72, rue de Bellevue à MÉRIEL
- **Monsieur CULOTTI Alain**
Directeur de la police municipale, MAIRIE de CLICHY LA GARENNE
demeurant 28, rue de Pontoise à MERY SUR OISE
- **Madame DA COSTA Véronique née GRYFFON**
ATSEM de 1ère classe, MAIRIE de AUVERS SUR OISE
demeurant 11, chemin du Grès à AUVERS SUR OISE
- **Monsieur DANIELSKY Pierre**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 22, place des Genottes à CERGY
- **Monsieur DAVILLE Joël**
Aide-soignant, MAIRIE de MENU COURT
demeurant 19, rue de la Marche à MENU COURT
- **Madame DE MAERTELAERE Martine née DUPUIS**
Adjoint administratif de 2ème classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 14, rue du Barreau à JOUY LE MOUTIER
- **Madame DEBOEVER Raymonde née DURAND**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant groupe scolaire des Retentis à JOUY LE MOUTIER
- **Madame DEJOUX Marie née CHOSSON**
Animateur chef, MAIRIE de VAUREAL
demeurant 36, rue de la Varlope à VAUREAL

- **Madame DÉMARQUE Françoise**
Sage-femme - cadre, MAIRIE de PARIS
demeurant 15, rue du Cerf Volant à FRANCONVILLE
- **Monsieur DENIAU Philippe**
Agent de maîtrise, MAIRIE de BEAUCHAMP
demeurant 25, avenue Pierre Brossolette à BEAUCHAMP
- **Madame DEPOORTER Isabelle née DELMAESTRO**
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de BEAUCHAMP
demeurant 45 avenue Claude Sommer à BEAUCHAMP
- **Monsieur DERRIEN Denis**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de BOIS COLOMBES
demeurant Résidence la Garenne Bât 1 à FRANCONVILLE
- **Madame DESFOSSEZ Samantha**
Agent de maîtrise, MAIRIE de PERSAN
demeurant 2, rue Pasteur à PERSAN
- **Madame DESJARDIN Martine née DESHAYES (En retraite)**
Auxiliaire de puériculture de 1ère classe, MAIRIE de CONFLANS SAINTE HONORINE
demeurant 31, rue du Bruloir à PONTOISE
- **Madame DIALLO Marie-Thérèse née SAMBOU**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de VAUREAL
demeurant 5, rue des Valanchards à JOUY LE MOUTIER
- **Madame DIFFE Catherine**
Assistante maternelle, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 23, résidence Waldeck Rousseau à EAUBONNE
- **Madame DORARD Catherine**
Attaché, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 33, rue de Soisy à EAUBONNE
- **Monsieur DORIMONT Julius**
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe, CONSEIL GENERAL de CERGY
PONTOISE
demeurant 34, rue Pradine à ST OUEN L'AUMONE
- **Monsieur DUBOILLE Pascal**
Assistant de conservation de 1ère classe, MAIRIE de CONFLANS SAINTE HONORINE
demeurant 9, le Bois aux Platanes à ERAGNY
- **Madame DUBOS Claudine née HENNEGRAVE**
Cadre de santé médico-technique, HÔPITAL SAINT-LOUIS de PARIS
demeurant 10, rue Nicolas Paquet à BEAUMONT SUR OISE
- **Madame DUDA Corinne née BALIQUE**
Assistante maternelle, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 132, grande Rue à JOUY LE MOUTIER
- **Madame DUDRAGNE Nicole née HANNECART**
Technicienne de Laboratoire, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 39 bis, rue Pasteur à BESSANCOURT

- **Madame DUMANS Anita née FOUQUAY**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 2, rue des Closeaux à US
- **Madame DURAND Valérie**
ATSEM de 1ère classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 1bis rue de la Libération à CONDECOURT
- **Madame ESTRADE Murielle**
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 8, avenue de Budenheim à EAUBONNE
- **Monsieur FABRE Philippe**
Adjoint technique principal de 2ème classe, SIAAP de PARIS
demeurant 18, clos St Pierre à PIERRELAYE
- **Madame FABRIGLI Véronique née STEVENIN**
Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de PARMAIN
demeurant 38, rue du Four du Gué à PRESLES
- **Madame FAJEAU Jeanne née BOTTERO**
Assistant territorial socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 65, rue de Marines à VALLANGOUJARD
- **Madame FAYE Lydie née BOITTE**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 50, rue de la Varlope à VAUREAL
- **Madame FERREIRA DE OLIVEIRA Annie née VALLÉE**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de ERMONT
demeurant 36, rue du Père Brottier à SANNOIS
- **Madame FICHERA Géraldine née SIMONNEAU**
Aide soignante de classe supérieure, GROUPE HOSPITALIER PITIÉ-SALPÊTRIÈRE de
PARIS
demeurant 18, rue de l'Église à ERMONT
- **Madame FILANDRE Joëlle née BUOT**
Assistante maternelle, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 59, rue de la Croix Vilcoq à JOUY LE MOUTIER
- **Madame FLACONNECHE Catherine née LAURETTE**
Rédacteur territorial, MAIRIE de RUEIL MALMAISON
demeurant 8, rue Curie à CORMEILLES EN VEXIN
- **Madame FLANET Françoise née DOZINEL**
Adjoint administratif de 2ème classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 136, rue de Cergy à NEUVILLE SUR OISE
- **Monsieur FONTAINE Bruno**
Agent de maîtrise, MAIRIE de ARGENTEUIL
demeurant 22, avenue Balzac à BEAUCHAMP
- **Madame FRANCAIX Michèle née LECLERC**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de VAUREAL
demeurant 81, Grande Rue à VAUREAL

- **Madame FRIZAC Isabelle**
Assistant spécialisé d'enseignement artistique, MAIRIE de LE PLESSIS BOUCHARD
demeurant 1, résidence des Grands Arbres à LE PLESSIS BOUCHARD
- **Monsieur GABRIEL Gilles**
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de BEAUCHAMP
demeurant 25, avenue du Chateau à BEAUCHAMP
- **Madame GAILLARD Monique**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de BEAUMONT SUR OISE
demeurant 28, rue de Boyenval à BEAUMONT SUR OISE
- **Madame GALERA Béatrix**
ASEM de 1ère classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant Avenue des Genottes - groupe scolaire de l'Escapade à CERGY
- **Madame GALISSOT Sylvie née CASTRO**
Educateur principal de jeunes enfants, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 10, rue de la Mare à TAVERNY
- **Madame GARGOLY Jacqueline née COUDERT**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de ERMONT
demeurant 4, rue des Templiers à ERMONT
- **Monsieur GARNIER Stéphane**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de SAINT OUEN L'AUMONE
demeurant 21, avenue du Général de Gaulle à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame GODINOT Carole née PASCHETTA**
Secrétaire médicale, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 96, rue de Villiers Adam à MERIEL
- **Monsieur GOUFFRAN Gérard**
Adjoint administratif hospitalier, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 6, allée Saint John Perse à ERMONT
- **Madame GOULANCOURT CHRISTINE née LE MESTIC**
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS de BOBIGNY
demeurant 4, rue du Bois Jacques à EAUBONNE
- **Madame GRAMOND Andrée née DESMOULINS**
Infirmière de classe supérieure, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 12, rue des lauriers à MERY SUR OISE
- **Madame GRENON Crystelle née JOUVES**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de SARCELLES
demeurant 31, rue du Vieux Potager Les Pinettes à NOINTEL
- **Madame GUIOT Catherine**
Rédacteur territorial principal, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 36, rue Hadancourt à PERSAN
- **Madame HACKER Maria Rosa née TEIXEIRA FERREIRA**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 3 rue Crève Coeur à CERGY

- **Monsieur HAUT Michel**
Infirmier, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 48, rue de l'Abbaye à CERGY
- **Madame HENRIQUES Marie**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de PERSAN
demeurant 198, rue d'Herblay à TAVERNY
- **Madame HERARD Françoise née GUILLEMOT**
Redacteur territorial principal, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 10, rue de Rouen à PONTOISE
- **Madame HERVY Claudine née DUARTE**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de PARMAIN
demeurant Résidence du Bois de Boulogne à L' ISLE ADAM
- **Monsieur HOAREAU Marie Alain**
Agent de maîtrise, MAIRIE de PARIS
demeurant 1, avenue de Chennevières à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame HULEUX Béatrice née MAGNEZ**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 8, rue de l'Église à ERMONT
- **Madame HULSCHULZE Suzanne née DAO THI NGUYET**
Manipulatrice en radiologie, HÔPITAL SAINT-LOUIS de PARIS
demeurant 7, rue de la Gare à BESSANCOURT
- **Monsieur IMBERT Bertrand**
Adjoint technique territorial de 1ère classe, MAIRIE de BEAUMONT SUR OISE
demeurant Immeuble " Tête de Port" à BEAUMONT SUR OISE
- **Madame JEGOU Dominique née LEVALLOIS**
ASEM de 1ère classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 2, résidence de la Hallebarde à LE PERCHAY
- **Monsieur KOGUT Joël**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de GENNEVILLIERS CEDEX
demeurant 51, rue de la Commanderie à ERMONT
- **Madame L'ÉCUYER Paule née NAUDIN**
Assistante maternelle, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 22, avenue du Temps Perdu à JOUY LE MOUTIER
- **Madame LAGOUTTE Sylvie née GROUX**
Technicienne de Laboratoire, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 199 boulevard André Bremont à ST LEU LA FORET
- **Madame LAIR Bernadette née RUAULT**
Adjoint d'animation de 1ère classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 24, rue de Soisy à EAUBONNE
- **Monsieur LAIR Denis**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 7, rue de l'Architecte IEDOUX à EAUBONNE

- **Monsieur LAMOTTE Pascal**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 21, allée des Météores de Paille à CERGY
- **Madame LANCKBEEN Bénédicte née FOS**
Cadre infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 1, chemin de Butel à GRISY LES PLATRES
- **Madame LAUDUIQUE Marie-Noelle née ADAM**
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe, MAIRIE de ARTHIES
demeurant 3, place de l'Église à ARTHIES
- **Madame LECLERC Patricia**
Assistante en gestion administrative, HÔTEL DE VILLE de PIERREFITTE
demeurant 2, rue Carnot à PERSAN
- **Monsieur LEJARD Michaël**
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe, MAIRIE de BEAUMONT SUR OISE
demeurant 30, rue Voltaire à BEAUMONT SUR OISE
- **Madame LEMEE Sabine**
ASEM de 1ère classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 14, rue Victor Hugo à AUVERS SUR OISE
- **Monsieur LINGET Didier**
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 4, rue du Bois Jacques à EAUBONNE
- **Madame LIOT Valérie**
Educateur de jeunes enfants de classe normale, MAIRIE de PARIS
demeurant 16, chaussée Jules César à ST OUEN L'AUMONE
- **Monsieur LOSSON Luc**
Adjoint technique principal de 1ère classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 3, rue Claude Farrère à ERMONT
- **Madame MAILLARD Sylvia née CAILLEUX**
Adjoint administratif de 1ère classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS de CERGY-PONTOISE
demeurant rue du général de Gaulle- résidence les Pâtis à OSNY
- **Monsieur MARLE Bruno**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 4, chaussée Jules César à EAUBONNE
- **Madame MARTIN Raymonde née JUDALET**
Adjoint administratif territorial de 2ème classe, MAIRIE de SAINT OUEN L'AUMONE
demeurant 13, rue des Grands Poiriers à ST GERVAIS
- **Madame MARTINEZ DE LA TORRE Laurence née PRESLES**
Educateur des APS de 1ère classe, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 21, rue Eugénie à TAVERNY
- **Madame MASSON-GRAS Sylvie née MASSON**
Infirmière de classe supérieure, GROUPE HOSPITALIER LARIBOISIÈRE - FERDINAND
WIDAL de PARIS
demeurant 6, avenue Architecte Ledoux à EAUBONNE

- **Monsieur MATTA Fouad**
Technicien de laboratoire de classe normale, HÔPITAL EUROPÉEN GEORGES POMPIDOU
de PARIS
demeurant 28, rue Edouard Vaillant à EAUBONNE
- **Madame MAUCOURT Christine**
Secrétaire médicale et social de classe supérieure du département de Paris, MAIRIE de PARIS
demeurant 19, rue de France à ST OUEN L'AUMONE
- **Monsieur MAUGER Bruno**
Adjoint technique principal de 2ème classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS de CERGY-PONTOISE
demeurant 7, rue fontaines des Pareux à TAVERNY
- **Monsieur MAURICE Alain**
Adjoint technique de l'eau et de l'assainissement de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 46 rue d'Epluches à PIERRELAYE
- **Madame MAURIZOT Isabelle née PALMA**
Aide-soignante, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 20, rue des Lilas à TAVERNY
- **Monsieur MAZARD Yves**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de BEAUCHAMP
demeurant 33, rue de Soisy à EAUBONNE
- **Monsieur MENDY Gabriel**
Assistant géomètre, CONSEIL GENERAL de VERSAILLES CEDEX
demeurant 51, avenue du Haut Pavé à CERGY
- **Madame MICHEL Joëlle née MAS**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LE PLESSIS BOUCHARD
demeurant 141, allée de Savoie à LE PLESSIS BOUCHARD
- **Madame MIGEON Elvire née INCORVAIA**
Rédacteur territorial, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 5, rue de la Faisanderie à MERIEL
- **Madame MINORE Maria née DI MARCO**
Assistante maternelle, MAIRIE de VAUREAL
demeurant 3, rue de l'Escarpolette à VAUREAL
- **Monsieur MLYNARCZYK Alain**
Adjoint technique principal de 2ème classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION -
PLAINE COMMUNE de SAINT DENIS
demeurant 26, allée des Sablières à L' ISLE ADAM
- **Madame MOULIN Michelle née PECHON**
Assistante maternelle, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 1 rue des Fougères à JOUY LE MOUTIER
- **Madame MULLER Valérie**
Auxiliaire de puériculture, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 21, rue des 20ème à PIERRELAYE
- **Mademoiselle NATION Nathalie**
Attachée, MAIRIE de SARCELLES
demeurant 1, rue Feron Bousseiy à FRANCONVILLE

- **Madame NEYT Claudette née LIVEN**
Assistante maternelle, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 4, allée Louis Blériot à JOUY LE MOUTIER
- **Monsieur NICOLAS Christophe**
Agent de maîtrise, MAIRIE de ARGENTEUIL
demeurant 1, rue Paul Roth à OSNY
- **Monsieur NOSLEN Paul**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 45 avenue de la Belle Heaumière à CERGY
- **Madame OLEJNICZAK Malika née BOUDJENAH**
Adjoint administratif territorial de 2ème classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 19, rue Viviani à LE PLESSIS BOUCHARD
- **Monsieur PELLETIER Thierry**
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe, MAIRIE de SAINT OUEN L'AUMONE
demeurant 23, avenue du général Leclerc à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame PERSIDAT Marie-Madeleine née ISOREZ**
Assistant territorial socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 5, rue du Fort de Vaux à AUVERS SUR OISE
- **Madame PICARD Patricia**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CLICHY LA GARENNE
demeurant 34, rue de général de Gaulle à MARINES
- **Monsieur PINSSON Franck**
Contrôleur de travaux, MAIRIE de PANTIN CEDEX
demeurant 177, rue des Grands Fossés à RONQUEROLLES
- **Monsieur PORTRA Georges**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 1, place du Four à Chaux à JOUY LE MOUTIER
- **Madame POULET Christine née LAYGUES**
Puéricultrice territoriale de classe supérieure, MAIRIE de SAINT DENIS
demeurant 12, rue Saint Prix à ST PRIX
- **Madame PREMEL-CABIC Monique**
Auxiliaire de puériculture et de soins de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 2, avenue de la République à BEAUCHAMP
- **Monsieur QUENTIN Philippe**
Agent de maîtrise principal, SIAAP de PARIS
demeurant 1, rue du 19 mars 1962 à PIERRELAYE
- **Madame RAZAFINANTOANINA Martine née LEBRETON**
Secrétaire médicale, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 4, avenue Armand Fallières à LE PLESSIS BOUCHARD
- **Mademoiselle RENOUARD Laurence**
Assistant socio-éducatif, CENTRE HOSPITALIER VICTOR DUPOUY à ARGENTEUIL
demeurant 30, rue Victor Hugo à PONTOISE

- **Madame RIOU Françoise née DORANGE**
ATSEM de 1ère classe, MAIRIE de ERMONT
demeurant 78, rue Michelet à ERMONT
- **Madame RIVART Stéphanie née FERRARINI**
Educateur de jeunes enfants en chef territorial, MAIRIE de SAINT DENIS
demeurant 7, avenue du Parc St Jean à PRESLES
- **Monsieur ROLLAND Yann**
Aide soignant de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de CERGY-
PONTOISE
demeurant 3, rue des Tuileries à CERGY
- **Madame ROUSSEL Marie-Nadine née JOLY**
Assistante maternelle, MAIRIE de VAUREAL
demeurant 33, rue du Saut du Loup à VAUREAL
- **Madame ROUX Muriel née MOCK**
Aide soignante, GROUPE HOSPITALIER LARIBOISIERE - FERDINAND WIDAL de
PARIS
demeurant 1, rue Marie Laurencin à LE PLESSIS BOUCHARD
- **Madame ROUYER Marie-José née PEZO**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de SAINT OUEN L'AUMONE
demeurant 4, allée de la Pépinière à PONTOISE
- **Madame RUBINI Christine née MORTIER**
Adjoint technique de 2ème classe titulaire, MAIRIE de HERBLAY
demeurant 8, rue de la Rivière à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame SAMEY Hortense**
Infirmière de classe supérieure, HÔPITAL EUROPÉEN GEORGES POMPIDOU de PARIS
demeurant 4, rue des Templiers à ERMONT
- **Madame SEBILLE Sylvie née WROBEL**
Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 6, place des Druides à HERBLAY
- **Monsieur SIGWALD Guillaume**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 37, rue Marcelin Berthelot à EAUBONNE
- **Madame SOUTIF Valérie née BOULOGNE**
Adjoint administratif principal de 2ème classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS de CERGY-PONTOISE
demeurant 15, chemin des chasseurs à VALMONDOIS
- **Madame STEMMER Martine**
Assistant territorial socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 28, rue François Coppee à AUVERS SUR OISE
- **Madame SUAREZ Marlène née ARNERIN**
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de CERGY-
PONTOISE
demeurant 47, rue du Voyage à VAUREAL

- **Madame TALBOT Jacqueline née ROBERT**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de CERGY-PONTOISE
demeurant 9, rue des Bouleaux à VAUREAL

- **Monsieur THOMAS Laurent**
Agent de Maîtrise, MAIRIE de AUVERS SUR OISE
demeurant 1bis, rue Anlsem Garnier à VALLANGOUJARD

- **Madame TIRON Guylaine née PIVETEAU**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de ARGENTEUIL
demeurant 14, rue de la République à PRESLES

- **Madame TONNELIER Maria-Guiseppa née BONINO**
Rédacteur chef, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 19, rue de Maurecourt à JOUY LE MOUTIER

- **Monsieur TOURNEUR Franck**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de ERMONT
demeurant 10, square Jules César à ERMONT

- **Madame TOUZI Atifa née ZEMMOU**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 11, rue des Palétuviers Domaine de la Coteray à OSNY

- **Madame TRABELSI Hayet née GHALLAB**
Adjoint administratif de 2ème classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de CERGY-PONTOISE
demeurant 12, rue des Larris Verts à CERGY

- **Madame TRINTA Isabelle née REPOVY**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de MARINES
demeurant 5, rue de la Fontaine St Pierre à SANTEUIL

- **Madame VELCHE Chantal née HOMMEAU**
Technicienne de laboratoire de classe normale, GROUPE HOSPITALIER LARIBOISIÈRE - FERDINAND WIDAL de PARIS
demeurant 6, bis avenue Pasteur à BEAUCHAMP

- **Monsieur VEREECKE Marc**
Agent chef, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 7, rue Toulouse Lautrec à ERMONT

- **Madame VOISIN Colette née LAFOSSE**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 2, villa Poitou - résidence Guynemer à TAVERNY

- **Madame VULLIRZ Lydie**
Rédacteur chef, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de CERGY-PONTOISE
demeurant 12, rue de Cergy à NEUVILLE SUR OISE

- **Monsieur WAGNER Thierry**
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 39, route d'Ableiges à OSNY

- **Monsieur WARMOES Régis**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de PRESLES
demeurant 3, rue Albert Camus à BRUYERES SUR OISE
- **Madame WATIGNY Patricia née ROLLAND**
Technicienne de Laboratoire, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 24, avenue Voltaire à BEAUCHAMP
- **Madame WIART Véronique née BOU**
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 12bis, avenue Paul Doumer à OSNY
- **Madame ZETTOR Marie-Christine née RAPIN**
ASEM de 1ère classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 8, rue de la Justice Pourpre à CERGY

Médaille VERMEIL

- **Monsieur LEGRAND Patrice**
Adjoint technique principal de 2ème classe, SIAAP de PARIS
demeurant 34, rue Georges Boucher à PIERRELAYE
- **Madame ALEXIS Catherine née TEXIER**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de MONTIGNY LES CORMEILLES
demeurant 10, rue Aimé Vienet à PIERRELAYE
- **Monsieur ANNEQUIN Jean-Claude**
Adjoint technique principal de 2ème classe, SIAAP de PARIS
demeurant 127, rue Victor Hugo à PIERRELAYE
- **Monsieur BALIN Alain**
Agent de service hospitalier qualifié, Groupe Hospitalier BROCA-LA ROCHEFOUCAULD-
LA COLLEGIALE de PARIS
demeurant 55 boulevard de l'Évasion à CERGY
- **Madame BERQUIER Victoire née SIFFLET**
Aide soignante, HÔPITAL TENON de PARIS
demeurant 31, rue Croix Jean Marin à MERIEL
- **Madame BERTHEMIER Jocelyne**
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANTERRE
demeurant 2, place du Moulin à CONDECOURT
- **Monsieur BESSARION Rigobert**
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 3, allée ALBERT LEYGE à PERSAN
- **Monsieur BEUTIN Dominique**
Contrôleur de travaux, MAIRIE de LE MESNIL LE ROI
demeurant 15, rue François Collas à CHAMPAGNE SUR OISE
- **Madame BILY FRANCOISE**
Rédacteur principal, SIAAP de PARIS
demeurant 14bis rue Revert à PONTOISE

- **Monsieur BOIZARD Patrick**
Rédacteur, Mairie de ST OUEN de SAINT OUEN
demeurant 1, rue Jean Thomas à EAUBONNE
- **Madame BOULANGER Josiane née GUILLEMIN**
Assistante gestion locative, OPHLM CLICHY HABITAT de CLICHY LA GARENNE
demeurant 28, rue des Petites Tannières à ST LEU LA FORET
- **Madame BOURDON Jocelyne**
Technicienne supérieure hospitalier, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 145, rue du Général Leclerc résidence les Sources à FRANCONVILLE
- **Monsieur BRIERE Jean-Luc**
Agent de maîtrise, MAIRIE de TAVERNY
demeurant Voie des Sports à TAVERNY
- **Madame BROSSE Marlene née PAILLART**
ATSEM principale de 2ème classe, MAIRIE de LE PLESSIS BOUCHARD
demeurant 7bis, rue des sept garçons à FRANCONVILLE
- **Madame BROUDIC Barbara née NOWAK**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de BEAUCHAMP
demeurant 17 bis , rue de Verdun à BESSANCOURT
- **Madame CHEVALIER Lydia née BUS**
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe, MAIRIE d'ERAGNY
demeurant 25 rue du saut de Loup à VAUREAL
- **Monsieur CHIR Rachid**
Agent de maîtrise, MAIRIE de PANTIN CEDEX
demeurant 16 bis, rue Alexandre Prachay à PERSAN
- **Madame CLEMENT Evelyne**
Rédacteur principal, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 15, rue Carnot à PONTOISE
- **Madame CLERGINET Marinette née VIDONI**
Rédacteur Chef , COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - PLAINE COMMUNE de
SAINT DENIS
demeurant 50, rue du Maréchal Foch à ERMONT
- **Madame COGAN Sylviane née MARIETTE**
Infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 8, rue Paul Claudel à LE PLESSIS BOUCHARD
- **Monsieur DANIEL Bruno**
Contrôleur en chef, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 67, rue d'Eragny à NEUVILLE SUR OISE
- **Monsieur DEBOULLE Gérard**
Maître ouvrier principal, CENTRE HOSPITALIER SAINTE-ANNE de PARIS
demeurant 13, rue Charles Béart à BEAUMONT SUR OISE
- **Madame DELAPLACE Gilberte née DEHARCHIES**
Aide soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de
CERGY-PONTOISE
demeurant 5, rue Emmanuel d'Astier à ARRONVILLE

- **Madame DOLLÉ Michèle née LEFÈVRE**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de CHAMPAGNE SUR OISE
demeurant 69, rue Jules Picard à CHAMPAGNE SUR OISE
- **Monsieur ERN Alain**
Agent de maîtrise, MAIRIE de PIERRELAYE
demeurant 2, rue Maurice Dampierre à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame FELTEN Patricia**
Animatrice musicale, MAIRIE de LE PLESSIS BOUCHARD
demeurant 28, avenue Pierre Brossolette à BEAUCHAMP
- **Monsieur FERON Michel**
Adjoint technique principal de 1ère classe, SIAAP de PARIS
demeurant 85, rue Victor Hugo à PIERRELAYE
- **Madame FLAGEOLLET Muriel née LOUARD**
Maître ouvrier, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 119, rue de Senlis à BEAUMONT SUR OISE
- **Madame FRANCES Marie-Thérèse**
Attaché principal, CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS de BOBIGNY
demeurant 48, rue Henri Donay à PRESLES
- **Monsieur FROC Christian**
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 80, rue Auguste Rey à ST PRIX
- **Monsieur GADJARD Thiburce**
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 9, rue Georges Politzer à PERSAN
- **Monsieur GALVAING Bernard**
Agent de maîtrise, MAIRIE de SAINT PRIX
demeurant 16, rue Jean Mermoz à ST PRIX
- **Monsieur GARDERET Pierre**
Professeur de classe normale d'enseignement artistique, COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION de BESANCON
demeurant 12 rue Anatole France à ERMONT
- **Monsieur GAULUPEAU Marc**
Adjoint technique principal de 2ème classe, SIAAP de PARIS
demeurant 4, square de la Frette à NUCOURT
- **Madame GEORGET Gisèle née MITAULT**
Adjoint administratif principal, HÔPITAL SAINT-LOUIS de PARIS
demeurant 8, cour Georges Brassens à BRUYERES SUR OISE
- **Madame GEORGET Marie-Agnès née BOBOEUF**
Secrétaire médicale de classe supérieure, GROUPEMENT HOSPITALIER EAUBONNE-
MONTMORENCY - HÔPITAL SIMONE VEIL de EAUBONNE
demeurant 245, rue J.Richepin à ERMONT
- **Madame GOUILLOUX Mireille née BERGER**
Rédacteur territorial chef, HOTEL DE VILLE de ASNIERES SUR SEINE
demeurant 47, chemin de la descente de Boissy à TAVERNY

- **Monsieur HASSANI Ali**
Aide-soignant, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 4, rue des Linandes Pourpres à CERGY

- **Monsieur HUBER Serge**
Technicien supérieur chef titulaire, MAIRIE de COURBEVOIE
demeurant 16, rue Haute du Montoir à CERGY

- **Madame JOUVENAU Christine née DELGARDE**
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe, MAIRIE de PERSAN
demeurant 19A, Parc de la Faisanderie à L' ISLE ADAM

- **Monsieur K BIDI Michel**
Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de CERGY-PONTOISE
demeurant 29, rue de l'Escalier à OSNY

- **Madame LAGIN Lea**
Infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 3, rue des Coulemelles à JOUY LE MOUTIER

- **Madame LAHCENE Marylene née POTIER**
Adjoint administratif de 1ère classe, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 12, allée des Plantes à CERGY

- **Madame LE BARS Catherine**
Technicienne de Laboratoire, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 21bis, avenue des Sapins à BEAUCHAMP

- **Monsieur LE GAREC Didier**
Contrôleur de travaux principal, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 2, rue Louis Blanc à EAUBONNE

- **Monsieur LE JAN Joseph**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de PERSAN
demeurant 2, rue du 19 mars 1962 à PERSAN

- **Madame LE MEUR Françoise née BRICHET**
Infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 11, rue Georges Pompidou à FRANCONVILLE

- **Monsieur LE NOUY Hervé**
Agent de maîtrise principal titulaire, HOTEL DE VILLE de ASNIERES SUR SEINE
demeurant 36, rue Pierre Brossolette à TAVERNY

- **Madame LE REST Bibi Safia née TAPDOO**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de ENGHIEEN LES BAINS
demeurant 7, avenue Mirabeau à EAUBONNE

- **Monsieur LEBLONDEL Didier**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de HERBLAY
demeurant 3, rue Van Gogh à BUTRY SUR OISE

- **Madame LEBRUN Marie-Lise née BAUDSON**
Rédacteur territorial , MAIRIE de BEAUCHAMP
demeurant 60, avenue Anatole France à BEAUCHAMP

- **Madame LEGENDRE Micheline née ROUSSELLE**
Directrice de crèche, MAIRIE de BEZONS
demeurant 74, rue des Mallets à TAVERNY
- **Monsieur LEMARQUAND Christian**
Agent de maîtrise principal, SIAAP de PARIS
demeurant 27, rue de Drain à PIERRELAYE
- **Madame LOUSSERT Sylvie**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 24, rue Jean Jaurès à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame LUCAS Josiane née TRUAN**
ASEM principal de 2ème classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant Moulin de Néranval à SERAINCOURT
- **Monsieur MAILLARD Lionel**
Adjoint technique principal de 2ème classe, SIAAP de PARIS
demeurant 7, résidence Clos St Pierre à PIERRELAYE
- **Madame MAIRE Catherine née LEGENDRE**
Puéricultrice cadre territorial de santé, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 7, rue Fillion à PERSAN
- **Madame MAJCHRZAK Bernadette née DRECKZA**
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de
CERGY-PONTOISE
demeurant 23, rue Georges Lourdel à ENNERY
- **Monsieur MANSOURI Patrick**
Agent de maîtrise, MAIRIE de EPINAY SUR SEINE
demeurant 19, sente des Potais à ST LEU LA FORET
- **Madame MARCHAND Catherine née CHERONNET**
Secrétaire administratif de classe normale d'administrations parisiennes, MAIRIE de PARIS
demeurant 26, rue Andre Commelin à NERVILLE LA FORET
- **Madame MARECHAL Francine**
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de CERGY-
PONTOISE
demeurant 4, avenue du Parc à CERGY
- **Madame MARTY Marie-Françoise**
Bibliothécaire, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 25, allée des Noisetiers à BEAUCHAMP
- **Monsieur MAURIZOT Gérard**
Aide-soignant, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 20, rue des Lilas à TAVERNY
- **Madame MEURISSE Claudine née BETHMONT**
Cadre de santé territorial, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 23, rue d'Ombreval à DOMONT
- **Monsieur MONNET Christian**
Agent de maîtrise principal, SIAAP de PARIS
demeurant 7, place du Souvenir à PONTOISE

- **Madame MUNTZ-BERGER Evelyne**
Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 2, allée Hector Berlioz à FRANCONVILLE
- **Monsieur NABIS Rémi**
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 17, rue du colonel Fabien à PERSAN
- **Monsieur NOESSER Pierre**
Agent de maîtrise principal, CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE de PARIS
demeurant Châteaux de Villarceaux- route de Magny à CHAUSSY
- **Madame NORMAND Brigitte née ANQUEZ**
Adjoint administratif hospitalier, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 28, rue Haute à AMBLEVILLE
- **Madame PALUMBO Patricia née DANJOU**
Auxiliaire de puériculture principale de 1ère classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 10 sente des Muriers à BOISEMONT
- **Monsieur PASCAUD Jean-Jacques**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 8, rue Jean Macé à TAVERNY
- **Madame PAYEN Sylvie née CORDIER**
Attaché, SIAAP de PARIS
demeurant 11, rue des Anciens Combattants à TAVERNY
- **Madame PERIN Monique née BOURGEOIS**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 28, rue Auguste Renoir à JOUY LE MOUTIER
- **Monsieur PERROT Alain**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de TAVERNY
demeurant Résidence les Bruyères à TAVERNY
- **Madame PEYRON Marie-Hélène**
Attachée d'administration hospitalière, CENTRE HOSPITALIER F. QUESNAY de MANTES-
LA-JOLIE
demeurant Domaine de Lu à BRAY ET LU
- **Madame PINHEIRO Maria Aurora née FERNANDES**
Agent des services hospitaliers, GROUPEMENT HOSPITALIER EAUBONNE-
MONTMORENCY - HÔPITAL SIMONE VEIL de EAUBONNE
demeurant 17, rue Racine à EAUBONNE
- **Madame RAVOISIER Florence née HAUTOT**
Rédacteur, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 57, rue des Forboeufs à JOUY LE MOUTIER
- **Monsieur RÉAL Jean**
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe, CONSEIL GENERAL de CERGY
PONTOISE
demeurant 16, rue hameau des Bourseaux à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame RENAULT Fabienne**
Bibliothécaire, MAIRIE de POISSY
demeurant 7, rue de l'Equerre à JOUY LE MOUTIER

- **Madame ROUSSEL Marie-José née ROSSIO**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS de BOBIGNY
demeurant 8bis, rue des Chennevières à HEDOUVILLE
- **Madame RUMEAU Hélène**
Psychologue, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 21, rue des Rocailles à VAUREAL
- **Madame SALMON Elisabeth née DUFOUR**
ATSEM principale de 2ème classe, MAIRIE de LE PLESSIS BOUCHARD
demeurant 11, allée du Paradis à LE PLESSIS BOUCHARD
- **Madame SANSONNET Sylvie**
Auxiliaire de puériculture de 1ère classe, MAIRIE de ERMONT
demeurant 5, rue Victor Basch à FRANCONVILLE
- **Monsieur SCHREIBER Jean-Jacques**
Agent supérieur d'exploitation, MAIRIE de PARIS
demeurant 15, Grande Rue à MAGNY EN VEXIN
- **Monsieur SCHWEITZER Marc**
Ingénieur en chef de classe exceptionnelle titulaire, MAIRIE de IVRY SUR SEINE
demeurant 14, rue Seny à EAUBONNE
- **Madame SEROU Evelyne née DELHORS**
ASEM principal de 2ème classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 12 chemin du Bord de l'Eau à CERGY
- **Monsieur STOBODZIANUK Pascal**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 28, rue Robert Dupré à TAVERNY
- **Monsieur SUISSIA Thierry**
Agent de maîtrise, MAIRIE de ERMONT
demeurant 21, rue Charles Goguel à EAUBONNE
- **Monsieur TICHAUER Didier**
Rédacteur chef, MAIRIE de PIERRELAYE
demeurant 50, rue Victor Hugo à PIERRELAYE
- **Monsieur TURPAUD Daniel**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de ERMONT
demeurant 2, plan Courbet à ERMONT
- **Madame VALLOTTON Francine née SCHLEMER**
Sage Femme Cadre supérieure, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 13, rue Pommiers à EAUBONNE
- **Monsieur VERHAEGHE Jean-Pierre**
Contrôleur de travaux, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 26, rue Flammarion à EAUBONNE
- **Monsieur XAYSONGKHAM Michel**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 6bis, chemin des bonnes Vignes à TAVERNY

Médaille OR

- **Madame ALLARD Françoise**
Adjoint administratif principal de 2ème classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS de CERGY-PONTOISE
demeurant 74, chaussée Jules César à TAVERNY
- **Monsieur AUZEAU Jean-Paul**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 15, rue de la Vallée à MONTGEROULT
- **Madame BALER Marie-Louise née BOUTARD**
Infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 2, route de Bethemont à TAVERNY
- **Monsieur BERTILI Rosan**
MOP bûcheron élagueur, MAIRIE de PARIS
demeurant 24, rue de la Croix Verte à FRANCONVILLE
- **Monsieur BERTRAND Philippe**
Technicien supérieur territorial, MAIRIE de ASNIÈRES-SUR-SEINE CEDEX
demeurant 10, rue des Hautes Ruelles à CORMEILLES EN PARISIS
- **Monsieur BEURDELEY Jean-Claude**
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de MÉRIEL
demeurant 50, grande Rue à MERIEL
- **Mademoiselle BLEU Michèle**
Auxiliaire de puériculture et de soins principal de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 1 villa du Progrès à ERMONT
- **Monsieur BLOT Gérard**
Conservateur bibliothèque en chef, MAIRIE de ARGENTEUIL
demeurant 49, grande Rue à VALMONDOIS
- **Monsieur BOQUET Denis**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 2, rue de l'Église à JOUY LE MOUTIER
- **Monsieur CHAILLOU Emile**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de EAUBONNE
demeurant 4, route de St Leu à EAUBONNE
- **Madame CHAINAY Marie-Clotilde née BEAUGEARD**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de JOUY LE MOUTIER
demeurant 18, rue de la Croix à ENNERY
- **Madame CHIROL Christiane née SABE**
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles, MAIRIE de
BESSANCOURT
demeurant 65, rue de Taverny à BESSANCOURT
- **Madame CLODY Evelyne**
ASEM de 1ère classe, MAIRIE de SARCELLES
demeurant 7, rue du Bas Tesson à CHAMPAGNE SUR OISE
- **Monsieur DELAVEAU-KRZAK Didier**
Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de SAINT OUEN L'AUMONE
demeurant 86, rue de Paris à ST OUEN L'AUMONE

- **Monsieur DUFEAL Emmanuel**
Infirmier, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 7, route de Beauvais à EPIAIS RHUS
- **Madame EGERTON Vincente Alice née PASTOR**
Aide-soignante, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 1, rue de la Borne aux Dames à ERAGNY
- **Madame FAUVELLE Christiane née GIAT**
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 42, rue du Brûloir à CERGY
- **Monsieur FELI Patrice**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 14, rue des Roncieux à BERNES SUR OISE
- **Monsieur FRATELLINI Patrick**
Technicien supérieur principal, MAIRIE de PARIS
demeurant rue de Pierrelaye à TAVERNY
- **Madame FRIDI Halima**
Agent des services hospitaliers, GROUPEMENT HOSPITALIER EAUBONNE-
MONTMORENCY - HÔPITAL SIMONE VEIL de EAUBONNE
demeurant 9bis, rue Christino Garcia à EAUBONNE
- **Monsieur FRIGERIO Marc**
Agent de maîtrise principal, SIAAP de PARIS
demeurant 53, avenue Simone Signoret à VAUREAL
- **Monsieur GAUTHIER Lionel**
Agent de maîtrise, MAIRIE de TAVERNY
demeurant 7, avenue du Général de Gaulle à BEAUCHAMP
- **Madame GAUTIER Dominique**
Attaché territorial, MAIRIE de SAINT OUEN L'AUMONE
demeurant 22, avenue du général Gabriel Delarue à PONTOISE
- **Monsieur GUEZELLO Armand**
Aide soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de
CERGY-PONTOISE
demeurant 22, rue F.Chopin à OSNY
- **Monsieur HADJALI Mohamed**
Agent de maîtrise, MAIRIE de ARGENTEUIL
demeurant 89A, rue du Drain à PIERRELAYE
- **Madame HELENE Annette**
Aide-soignante, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 11, rue d'Alsace des Gros Saules à FRANCONVILLE
- **Monsieur HENRY Michel**
Directeur des services techniques, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION de SOISY-
SOUS-MONTMORENCY
demeurant 15 allée du Parc à EAUBONNE
- **Madame JACQUELINE Claudine née TROUINARD**
Directrice générale des services, MAIRIE de CHAMPAGNE SUR OISE
demeurant 3, rue des Basses Coutures à CHAMPAGNE SUR OISE

- **Monsieur KANUTY Augustin**
Aide soignant de classe exceptionnelle, HÔPITAL EUROPÉEN GEORGES POMPIDOU de
PARIS
demeurant 13 ter, rue Charcot à PIERRELAYE
- **Monsieur KEMBELLEC Bruno**
Ingénieur, SIAAP de PARIS
demeurant 1, rue Beauregard à PIERRELAYE
- **Monsieur LAURENT Jean-Pascal**
Brigadier chef principal - police municipale, COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VAL
ET FORÊT de ERMONT
demeurant 11, rue des Cancellés à ST LEU LA FORET
- **Monsieur LE BERRE-SOUCHET William**
Technicien supérieur chef, SIAAP de PARIS
demeurant 71, rue d'Épluches à PIERRELAYE
- **Madame LEBREUILLY Patricia née PETION**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de SAINT OUEN L'AUMONE
demeurant Groupe scolaire Jean-Jacques Rousseau à ST OUEN L'AUMONE
- **Madame LEFÈVRE Monique**
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de MÉRIEL
demeurant 54, chemin des Garennes à MERIEL
- **Madame LEGRAND Jocelyne née CORMIER**
Adjoint administratif, CONSEIL GENERAL de NANTERRE
demeurant 21, rue du Noyer Mulot à FRANCONVILLE
- **Monsieur LEMOYNE Philippe**
Aide-soignant, HÔPITAL SAINT-LOUIS de PARIS
demeurant 2, rue des Pommiers à ERMONT
- **Monsieur LESIGNE Jacques**
Adjoint technique de 2ème classe, COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - PLAINE
COMMUNE de SAINT DENIS
demeurant 64, rue Nungesser et Coli à ST LEU LA FORET
- **Monsieur MACQUET André**
Adjoint technique principal de 2ème classe, SIAAP de PARIS
demeurant 7 résidence Clos St Pierre à PIERRELAYE
- **Madame MARTINELLI Sylvie née LE ROY**
Auxiliaire de puériculture, CONSEIL GENERAL de NANTERRE
demeurant 31, rue Jules César à FRANCONVILLE
- **Monsieur MARTINOT Jean-Pierre**
Ingénieur principal, MAIRIE de ARGENTEUIL
demeurant 18, rue de Normandie à EPIAIS RHUS
- **Madame MAUGRAS Joëlle née CREPLET**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de ERAGNY SUR OISE
demeurant 37, rue Gambetta à PONTOISE
- **Madame MEDINA Eliane**
Aide-soignante, C.H.D. STELL de RUEIL-MALMAISON
demeurant 14, avenue Louise Michel à VAUREAL

- **Monsieur METAIS Gérard**
Agent supérieur d'exploitation, MAIRIE de PARIS
demeurant 4, rue des belles Vues à FRANCONVILLE

- **Madame MICHINEAU Josseline née DEVOS**
Redacteur, MAIRIE de SAINT DENIS
demeurant 91, rue des Saules à PERSAN

- **Monsieur MONTANEDE Georges**
Éboueur principal, MAIRIE de PARIS
demeurant 74, rue Pierre Brossolette à TAVERNY

- **Madame NOEMI Rosette née ETIENNE (En retraite)**
Aide-soignante, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 18, rue de l'Alizé à ERAGNY

- **Madame PANIEN Annie née LEMAITRE**
Rédacteur territorial principal, CONSEIL GENERAL de CERGY PONTOISE
demeurant 25, rue Bernard Dauchez à ST GERVAIS

- **Monsieur PARIS Jean-Hugues**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de NEUILLY SUR SEINE
demeurant 11, rue de la Destinée à CERGY

- **Monsieur PETROT Guy**
Agent de maîtrise principal, HOTEL DE VILLE de ASNIERES SUR SEINE
demeurant 10, rue du Parc à FRANCONVILLE

- **Madame PEYROT Michele née DUPONT**
ASEM de 1ère classe, MAIRIE de CERGY-PONTOISE
demeurant 2, rue Villarceaux à CERGY

- **Monsieur POTREL Jacques**
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 10 chemin des Maux à FREMECOURT

- **Monsieur POULIQUEN François**
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de NANTERRE CEDEX
demeurant 3, rue du Trou Millot à CLERY EN VEXIN

- **Madame RIDARCH Fortuna**
Aide soignante, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 16, Mail Mendès France à VAUREAL

- **Monsieur ROBIC Didier**
Adjoint technique principal de 2ème classe, SIAAP de PARIS
demeurant 3, rue des Coquelicots à AUVERS SUR OISE

- **Madame SIGRIST Catherine née TERNUS**
Agent technique des écoles de 1ère classe, MAIRIE de PARIS
demeurant 12, grande Rue à FREPILLON

- **Monsieur STUTEL Patrick**
Adjoint technique de 2ème classe titulaire, COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION -
PLAINE COMMUNE de SAINT DENIS
demeurant 4, rue du Bois Jacques à EAUBONNE

- **Monsieur TALLON Jean-François**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de ARGENTEUIL
demeurant 89, chemin Descente de Boissy à TAVERNY

- **Madame TOUSSAINT Maryse**
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS de
CERGY-PONTOISE
demeurant 5, avenue Ile de France à PONTOISE

- **Monsieur TRIVES Jean-Luc**
Brigadier chef principal, MAIRIE de SAINT OUEN L'AUMONE
demeurant 27, résidence des Saules à FREMECOURT

- **Madame UGOLINI Marie-Françoise née MOINEAU**
Rédacteur territorial principal, MAIRIE de GENNEVILLIERS CEDEX
demeurant 13, rue Jules Guesde à BEAUMONT SUR OISE

- **Madame VARIN Mauricette**
Infirmière de classe supérieure, HÔPITAL TENON de PARIS
demeurant 34, rue de l'Amazone à VAUREAL

- **Madame VIOTTY Rose-Marie née COUTE**
Infirmière, HÔPITAL LOUIS MOURIER de COLOMBES
demeurant 15, rue Robert Schumann à PONTOISE

- **Monsieur WOTIN Michel**
Agent de maîtrise principal, S.IAAP de PARIS
demeurant 17, rue Désiré Letulle à ENNERY

Article 3 : Monsieur le secrétaire général et Monsieur le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

CERGY, le 09 JUIL. 2010

Le Préfet


Pierre-Henry MACCIONI

CABINET
Service interministériel
de défense et
de protection civiles

111818

ARRETE PREFECTORAL N°
MODIFIANT L'ARRRETE N° 06-0038 DU 05/01/2006 RELATIF A
L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR
LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS
- COMMUNE D'EPIAIS RHUS -

LE PREFET
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu Le code général des collectivités territoriales ;
 - Vu Le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;
 - Vu Le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;
 - Vu L'arrêté préfectoral n°06-0001 du 05 janvier 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement, modifié par l'arrêté préfectoral n°08-180 du 26/08/2008 ;
 - Vu L'arrêté préfectoral n° 06-0038 du 05 janvier 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs à d'Epiais-Rhus ;
 - Vu L'arrêté préfectoral n° 09-77 du 18/02/2009 prescrivant un plan de prévention du risque mouvement de terrain ;
- Considérant que le dossier d'information annexé doit être mis à jour ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur du cabinet.

ARRETE

Article 1 La commune d'Epiais-Rhus est exposée au risque de mouvement de terrain lié à l'existence de carrières souterraines.

Article 2 Le document communal d'information joint à l'arrêté n° 06-0038 du 05/01/2006 est remplacé par le document d'informations mis à jour et annexé au présent arrêté.

Article 3 Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés à Epiais-Rhus sont consignés dans le dossier d'informations annexé au présent arrêté.

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- une fiche de synthèse qui précise la situation de la commune au regard des risques naturels prévisibles et des risques technologiques donnant lieu à plan de prévention des risques, ainsi que la liste des documents correspondants auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
- des plans des secteurs exposés au risque.

Le dossier et les documents de référence sont consultables en mairie, préfecture et sous-préfecture.

Le dossier est accessible sur le site internet de la préfecture.

Article 4 Ces informations sont mises à jour dans les conditions mentionnées à l'article L.125-5 du code de l'environnement.

Article 5 Le présent arrêté et le dossier d'information sont adressés au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté est affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

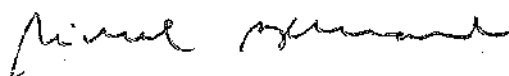
Il en sera de même à chaque mise à jour.

Article 6 Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur du cabinet, Mesdames et Monsieur les sous-préfets d'arrondissement, Monsieur le directeur départemental des territoires et Mesdames et Messieurs les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 13 JUL. 2010

Pour le Préfet,

Le sous-préfet, directeur du cabinet



Michel BERNARD



Commune d'EPIAIS RHUS

Informations sur les risques naturels et technologiques majeurs pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

N° 111818 du 13/07/201

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPR]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR oui non

PPRMT date Prescrit le 18/02/2009 Carrières souterraine

Les documents de référence sont :

Plan de prévention des risques mouvements de terrain sur la commune d'EPIAIS RHUS (PPRMT) Consultable sur Internet

Dossier communal de sauvegarde sur les risques de la commune (DCS)

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t oui non

date effet

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application du décret 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique

La commune est située dans une zone de sismicité zone Ia zone Ib zone II zone III non

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte

Périmètre d'étude du PPRmt – zone exposition au risque mouvement de terrain

Département du Val d'Aïse

Commune d' EPIAIS - RHUS

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES DE MOUVEMENTS
DE TERRAINS LIES AUX ANCIENNES CARRIERES
SOUTERRAINES ABANDONNEES, AUX DISSOLUTIONS
NATURELLES DU GYPSE LUTETIEN, AU
RETRAIT-D'ORFLEMENT DES MATERIAUX ARGILEUX ET
AUX GLISSEMENTS DE TERRAINS

**CARTE SYNTHETIQUE
DES ZONAGES
REGLEMENTAIRES**

Projet n° 2004
Avis n° 10



Service de l'Urbanisme
et de l'Environnement

Scale 1/5000



COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

LEGENDE

EPAIS 1302

ZONE ROUGE

ZONE ORANGE

ZONE JAUNE

ZONE B1

ZONE B2

ZONE L

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

COULOUIS DE TROUVAILL

MOISSY-VAUX

CABINET
Service interministériel
de défense et
de protection civiles

111819

ARRETE PREFECTORAL N°
MODIFIANT L'ARRETE N° 08-182 DU 26/08/2008 RELATIF A
L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR
LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS
-COMMUNE D'EPIAIS-LES-LOUVRES-

LE PREFET
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu Le code général des collectivités territoriales ;
- Vu Le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;
- Vu Le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;
- Vu L'arrêté préfectoral n°06-0001 du 05 janvier 2006 modifié par l'arrêté n° 08-180 du 26/08/2008 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement ;
- Vu L'arrêté préfectoral n°08-396 du 25 juillet 2008 prescrivant un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) pour la société de manutention de carburants aviation (SMCA) à Chennevières-Les-Louvres ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 08-182 du 26 août 2008 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de bien immobiliers sur les risques naturels et technologiques à Epiais-les-Louvres ;
- Vu L'arrêté préfectoral n°A10-021 du 22 janvier 2010 approuvant le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) pour la société de manutention de carburants aviation (SMCA) à Chennevières-les-Louvres ;

Considérant que le dossier d'informations annexé doit être mis à jour ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur du cabinet.

ARRETE

- Article 1** La commune d'Epiais-les-Louvres est exposée aux risques technologiques liés à l'exploitation de la société de manutention de carburants aviation (SMCA) située à Chennevières-les-Louvres.
- Article 2** Le document communal d'informations joint à l'arrêté n°08-182 du 26/08/2010 est remplacé par le document d'informations mis à jour et annexé au présent arrêté.
- Article 3** Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés à Epiais-les-Louvres sont consignés dans le dossier d'informations annexé au présent arrêté.
Le dossier comprend les pièces suivantes :
- une fiche de synthèse qui précise la situation de la commune au regard des risques naturels prévisibles et des risques technologiques donnant lieu à plan de prévention des risques, ainsi que la liste des documents correspondants auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
 - des plans des secteurs exposés aux risques.
- Le dossier et les documents de référence sont consultables en mairie, préfecture et sous-préfecture.
- Le dossier est accessible sur le site internet de la préfecture.
- Article 4** Ces informations sont mises à jour dans les conditions mentionnées à l'article L.125-5 du code de l'environnement.
- Article 5** Le présent arrêté et le dossier d'informations sont adressés au maire et à la chambre départementale des notaires.
Le présent arrêté est affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.
Il en sera de même à chaque mise à jour.
- Article 6** Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur du cabinet, Mesdames et Monsieur les sous-préfets d'arrondissement, Monsieur le directeur départemental des territoires et Mesdames et Messieurs les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 13 JUL. 2010

Pour le Préfet,

Le sous-préfet, directeur du cabinet



Michel BERNARD

DIRECTION DU PILOTAGE
DE ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de Liaison
des Services de l'Etat

**ARRETE n° 10 - 151 modifiant l'arrêté n° 10-138
du 18 août 2010 donnant délégation de signature à
M. Michel BERNARD, directeur du cabinet**

Le préfet du Val d'Oise

**Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 modifié relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-74 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 31 août 2007, nommant M. Michel BERNARD en qualité de directeur du cabinet du préfet du Val-d'Oise ;

VU le décret du 21 janvier 2010 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI en qualité de préfet du Val-d'Oise ;

VU l'arrêté n° 10-175 du 12 mars 2010 modifié donnant délégation de signature à M. Michel BERNARD, directeur du cabinet ;

VU la décision de nomination de M. Pierre VILLA, attaché, en qualité d'adjoint au chef du bureau du cabinet à compter du 1^{er} septembre 2010 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1 : Délégation est donnée à M. Michel BERNARD, directeur du cabinet, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, mémoires contentieux, ampliations, correspondances et documents intervenant dans les matières relevant du cabinet du préfet et des services qui lui sont rattachés notamment :

1 - Sécurité publique

- Arrêté de composition et procès-verbaux de la commission de sélection des adjoints de sécurité (décret n° 97-907 du 30 octobre 1997 et arrêté du ministère de l'intérieur du 30 octobre 1997) ;
- Rapports de saisine des commissions administratives paritaires de police siégeant en conseil de discipline (décret n° 96-1141 du 25 octobre 1996) ;
- Arrêtés de mise en demeure de quitter les lieux de gens du voyage irrégulièrement installés sur des propriétés publiques ou privées, en application des articles 9 et 9-I de la loi du 5 juillet 2000 modifiée, relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage.
- Arrêtés interdisant les rassemblements de personnes ou événements sportifs n'ayant pas fait l'objet de déclaration préalable (décret-loi du 23 octobre 1935) pouvant porter atteinte à l'ordre, la salubrité et la tranquillité publique.

2 - Vie politique et sociale

- Arrêtés particuliers relatifs aux titres, diplômes et médailles de la jeunesse et des sports ;
- Mémoires de proposition de nomination dans l'ordre de la Légion d'Honneur et dans l'ordre national du Mérite.

3 - Sécurité civile

- procès-verbaux de réunion et de visite des commissions de sécurité ERP-IGH (établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur) - décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié ;
- procès-verbaux des examens de secourisme (décrets n° 91-834 du 30 août 1991, n° 92-514 du 12 juin 1992, n° 97-48 du 20 janvier 1997) ;
- arrêtés préfectoraux portant réquisition de personnels publics ou privés, personnels de santé, dans le cadre de gestions de crises.

4 - Moyens et ressources

- décisions de commandes et constatation du service fait en tant que prescripteur des dépenses de fonctionnement du cabinet (presse, divers, etc...) et de la résidence du directeur du cabinet imputables sur le programme 307 "Administration Territoriale" (HT2) géré sous CHORUS.

5 - Sécurité routière

- tous documents relatifs au retrait du permis de conduire selon la procédure d'urgence, en vertu de l'article L 224-8 du code de la route (dernier alinéa).

6 - Anciens combattants d'Afrique du Nord

- les décisions ou arrêtés attributifs ou de rejet des aides prélevées sur le fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord, chômeurs de longue durée.

Article 2 : Délégation permanente de signature est également donnée à M. Michel BERNARD, à l'effet de signer les arrêtés d'hospitalisation d'office à l'égard des personnes dont le comportement révèle des troubles mentaux manifestes, dans les formes prévues à l'article 342 du code de la santé publique.

Article 3 : Délégation permanente de signature est également donnée à M. Michel BERNARD à l'effet de signer, pour l'ensemble du département, lorsqu'il assure les permanences en fin de semaine ou les jours fériés, tous les documents relatifs au retrait du permis de conduire en vertu des articles L 224-1 à L 224-3 et R 224-13 du code de la route.

Article 4 : Délégation permanente de signature est également donnée à M. Michel BERNARD, directeur du cabinet, à l'effet de signer, en application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), les décisions suivantes :

- tout arrêté de placement en rétention administrative prévu aux articles L 111-7 à 9 ; L 551-1 à 3 ; L 553-1 à 6 ; L 554-1 à 3 ; L 555-1 à 3 ;
- tout arrêté de refus de délivrance de titre de séjour aux ressortissants étrangers et d'obligation de quitter le territoire français (OQTF) et tout arrêté de reconduite à la frontière (APRF) prévus aux articles L 511-1 à 3 ; L 512-1 et 2 ; L 513-2 à 4 ; ainsi que toute décision fixant le pays de renvoi ;
- toute requête sollicitant auprès du président du tribunal de grande instance le maintien supplémentaire en rétention administrative de l'étranger, prévu aux articles L 552-1 à 12 ;

- et, si nécessaire, tout appel à l'encontre de décisions prises par le juge compétent.

Article 5 : Délégation est également donnée pour les matières visées à l'article 1 du présent arrêté, à l'effet de signer toutes pièces et documents à :

- M. Lisandro SARMENTO, attaché, chef du cabinet,
- M. Pierre VILLA, attaché, adjoint au chef du cabinet.

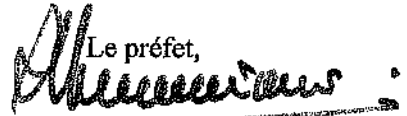
Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel BERNARD, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté est exercée par M. Lisandro SARMENTO chef du bureau du cabinet, pour tous les points qui ne comportent pas l'exercice du pouvoir réglementaire.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lisandro SARMENTO, chef du cabinet, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté est exercée par M. Pierre VILLA, adjoint au chef du cabinet, pour tous les points qui ne comportent pas l'exercice du pouvoir réglementaire.

Article 8 : M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise, M. le trésorier payeur général et M. le directeur du cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au délégataire et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le Val d'Oise.

Fait à Cergy, le 14 SEP. 2010

Le préfet,



Pierre-Henry MACCIONI



Préfecture du Val d'Oise

Commune d' EPIAIS-LES-LOUVRES

Informations sur les risques naturels et technologiques majeurs pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

N° 111819 du 13/07/2010

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPR]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR oui non X

date _____

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t oui non

Société SMCA date Approuvé le 22/01/2010 effet Thermique et surpression

Les documents de référence sont :

Plan de prévention des risques technologiques

Zonage réglementaire du PPRt

Consultable sur Internet X

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité en application du décret 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique.

La commune est située dans une zone de sismicité zone Ia zone Ib zone II zone III non X

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte

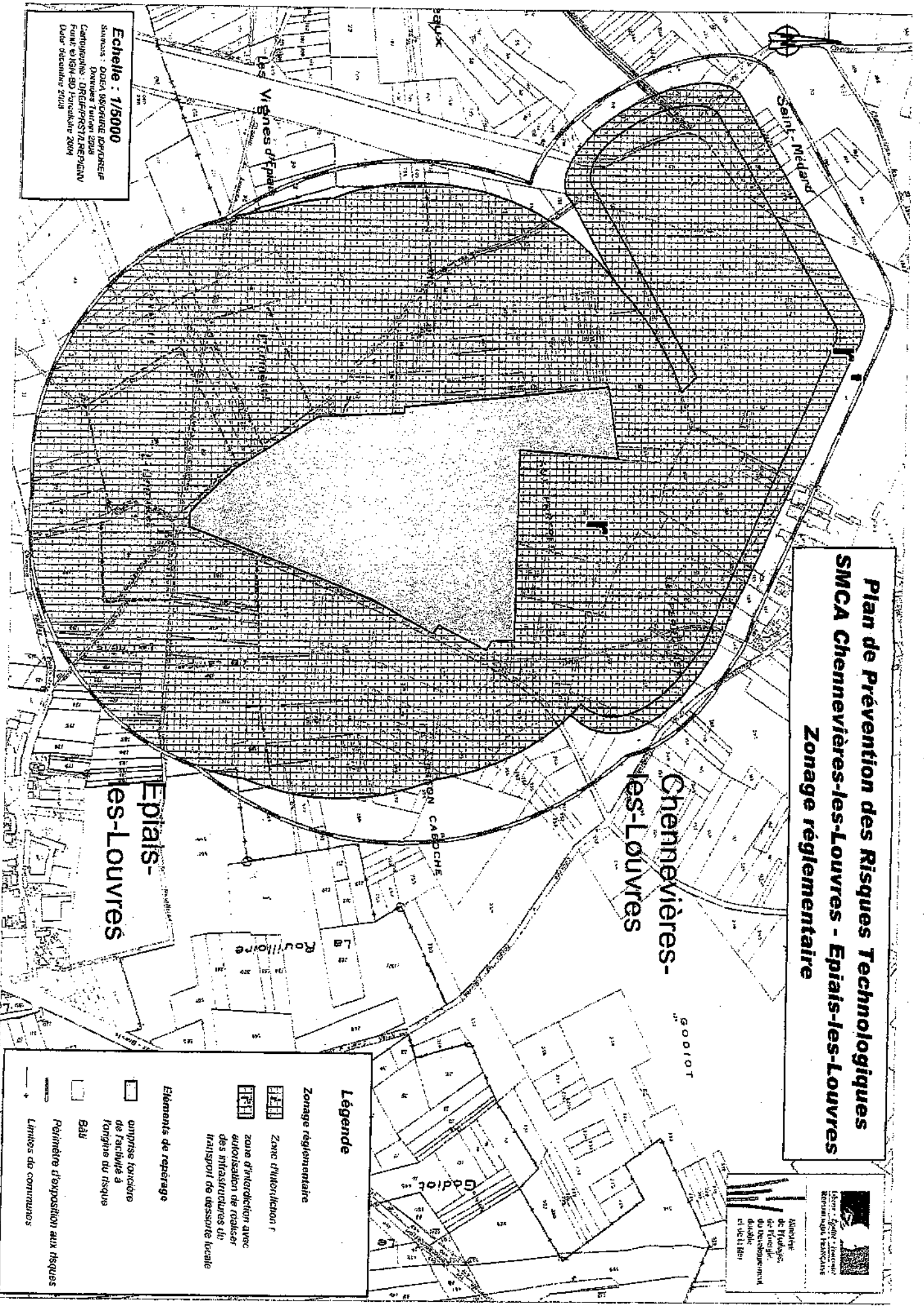
Zonage réglementaire du PPRt faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques

Date d'élaboration de la présente fiche **13 Juillet 2010**

Plan de Prévention des Risques Technologiques SMCA Chennevières-les-Louvres - Epiails-les-Louvres Zonage réglementaire





Autorité
de Prévention
des Risques
du Département
dualité
et de la Ferté







Echelle : 1/5000
Sources : ODEA 89/08/02, AD/08/02/01
Données Terrain 2004
Cartographie : DRID/PRST/ALP/EP/CMV
Fork : IGN 89/08/02/01/02/01
Date : décembre 2004

Legende

Zonage réglementaire

-  Zone d'interdiction r
-  zone d'interdiction avec autorisation de réaliser des infrastructures de transport de desserte locale

Elements de repérage

-  emprise foncière de l'activité à l'origine du risque
-  Bâti
-  Périmètre d'exposition aux risques
-  Limites de communes